



Pour une politique globale de lutte contre le phénomène

## Les membres de l'organe anti-corruption nommés par Bouteflika

Les membres de l'organe de prévention et de lutte contre la corruption (ONPLCC), sont désormais connus. Ils vont dès à présent s'atteler à proposer et contribuer à animer une politique globale de prévention de la corruption.

Page 3

Pèlerinage

## Décès de deux hadjis à La Mecque

Page 24

Tebboune veut redynamiser les programmes de logement

# Limogeages et changements au ministère de L'Habitat

Le secteur de l'Habitat vient de connaître un mouvement au niveau central et régional. Ces changements ont été opérés par le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune jeudi dernier.

Page 2



Benghebrit ouvre une enquête

## Retrait d'un livre de géographie suite à une grave erreur

Page 3



Après la tentative d'adhésion à l'Union africaine

## Rabat fait aussi des vagues chez les Non-alignés

sièurs pays qui assistent, depuis le 13 septembre et jusqu'à demain, aux travaux du sommet de cette organisation qui se tient à Martiga au Venezuela. Une insistance qui fait suite au blocage de cette candidature qui n'a pas recueilli les soutiens nécessaires, et qui s'accompagne - est-ce une surprise ? - d'une campagne médiatique au Maroc contre l'Algérie qui est accusée d'être derrière cet échec diplomatique pour les autorités marocaines. Il est déjà étonnant d'apprendre que le Maroc cherche à jouer un quelconque rôle au niveau des Non-alignés, pays où il a toujours été vu comme un allié des Etats-Unis et qui n'a jamais été profondément impliqué dans les grandes décisions de cette organisation,

au contraire de pays comme l'Egypte, l'Inde, la Chine ou plus simplement l'Algérie, puisque le défunt président Boumediène demeure cité comme un de ses personnage clé de sa longue histoire. Quant à la réunion qui se déroule à Martiga, tout indique que les pays membres veulent plutôt confier la présidence du Comité politique au Venezuela, puisqu'aucun consensus ne semble de dégager sur d'autres candidatures moins évidentes. Cité par plusieurs médias marocains, un diplomate marocain «qui a requis l'anonymat» (pour ce que cela change...) a même appelé l'Algérie à ne pas bloquer la candidature marocaine.

Page 4

Un accord a été signé

## Les Chinois pour l'aménagement de terres agricoles salines

L'Algérie et la Chine ont signé jeudi à Alger un protocole d'accord pour l'exécution de la deuxième phase du projet pilote de l'aménagement des terres agricoles salines dans la région de Hmadnas (Relizane), indique un communiqué du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.

Page 2



Par Nabil Benali

Après la controverse entièrement fabriquée autour de son adhésion à l'Union africaine, Rabat veut transposer le même problème qu'il dit avoir avec Alger au mouvement des non-alignés. Une attitude désormais constante de la politique marocaine ?

Le ministère marocain des Affaires étrangères vient d'annoncer que son pays insiste sur sa candidature à la présidence du Comité politique du Mouvement des non-alignés, malgré l'opposition de plu-



Tebboune veut redynamiser les programmes de logement

## Limogeages et changements au ministère de L'Habitat

Le secteur de l'Habitat vient de connaître un mouvement au niveau central et régional. Ces changements ont été opérés par le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune jeudi dernier.



Par Nacera Bechar

**S**elon un communiqué de ce département ministériel, ce mouvement vise à " consacrer le principe de compétence dans la nomination, le contrôle périodique et le suivi continu de la performance des responsables du secteur". Ce changement ne sera pas le dernier puisque, il est annoncé que ce mouvement "se poursuivra ultérieurement".

Selon la même source, les nominations et fin de fonctions ont touché les directeurs généraux et les sous-directeurs. Suite à ce mouvement, le ministre a nommé au niveau central, Melle Fatma-zohra Aouali au poste de

sous-directrice de l'encadrement et de la promotion de la production architecturale au ministère et mis fin aux fonctions de MM. Abderrahmane Azzouz qui occupait le poste de directeur de la gestion immobilière au ministère et Abderrezak Laazizi qui occupait le poste de sous-directeur de la formation et des statuts au ministère pour avoir atteint l'âge légal de la retraite.

Au niveau régional, Abdelmadjid Tebboune a nommé M. Saïd Saiyoud au poste de directeur général de l'Office de promotion et de gestion immobilière d'Hussein Dey (wilaya d'Alger) en remplacement de M. Mohamed Rehaïmia mis à la retraite à sa demande,

M. Riadh Mebarkia au poste de directeur général de l'OPGI de la wilaya de Mascara et Mohamed Smail au poste de directeur général de l'OPGI de Dar El Beïda (Alger).

En parallèle, le ministre a limogé M. Kamel Mohamed Benali du poste de directeur général de l'OPGI de la wilaya d'Oum El Bouagui et M. Mohamed Benhar du poste de directeur général de l'OPGI de la wilaya de Mascara. Ce limogeage est justifié par le " manque de compétence". Il a également limogé M. Hachi du poste de directeur des équipements publics de la wilaya de Tissemsilt. Il est à noter que le secteur de l'Habitat est parmi

les secteurs importants qui consomment un important budget de l'État. Dans un contexte de crise, la gestion financière est devenue un vrai défi qui demande de la compétence. D'autre part, il y a la question du respect des délais sachant que ce secteur sensible vu sa qualité sociale a connu du retard dans la réalisation de plusieurs programmes et chantiers, en particulier le logement participatif et autres. Pour la réalisation du programme de location vente, l'AADL a connue déjà un changement au niveau de sa direction. Et en plus de l'engagement envers les souscripteurs de l'AADL 1, il y a les souscripteurs de 2013 qui attendent aussi leur tour.

Le ministre avait indiqué en mai dernier sur les ondes de la radio nationale que le déficit en logements est passé à 350.000, contre trois millions en 1999. En 2014, le déficit était de 750.000 logements. "En 2014, nous nous étions engagés à livrer 250.000 logements, et nous en avons livrés entre 227.000 et 228.000. En 2015, poursuit-il, nous nous étions engagés à réceptionner 300.000 logements et nous en avons réceptionnés 327.000". Aussi, il n'écarte pas la possibilité de dépasser les prévisions pour réceptionner, cette année, plus de 350.000 logements".

S'agissant de la construction de nouvelles habitations, le ministre avait indiqué que les capacités de réalisation sont, " en augmentation constante, devraient être à même de faire face à cette option d'ici deux années ". Il a noté aussi que s'il avait été fait appel à des promoteurs étrangers " venus en appoint ", c'était, en fait, pour donner corps à un projet de 2,3 millions de logements, à un moment où les capacités nationales de construction étaient de 80.000 unités seulement.

N. B.

Un accord a été signé

## Les Chinois pour l'aménagement de terres agricoles salines

**L'**Algérie et la Chine ont signé jeudi à Alger un protocole d'accord pour l'exécution de la deuxième phase du projet pilote de l'aménagement des terres agricoles salines dans la région de Hmadnas (Relizane), indique un communiqué du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.

Ce protocole d'accord a été signé par le Secrétaire général du ministère, Kamel Chadi, et l'ambassadeur de Chine en Algérie, Yang Guangyu.

"Ce projet est d'un intérêt stratégique pour l'Algérie où l'on constate, depuis des décennies, une extension considérable de la salinisation des terres agricoles particulièrement dans les zones arides et semi-arides", précise le ministère.

Actuellement, la superficie affectée par la salinisation à l'échelle nationale représente 600.000 hectares (ha) dont 18.000 ha dans la wilaya de Relizane, selon les chiffres du ministère.

Le non traitement de ce phénomène entraî-

ne une stérilisation définitive des sols affectés. Donc, ces superficies "risquent à moyen terme d'être définitivement perdues par le secteur agricole", explique la même source.

Pour traiter les terres agricoles salines, "la recherche scientifique doit identifier les solutions techniques et les vulgariser ensuite auprès des agriculteurs des zones affectées". Ce projet pilote, dont la première phase a été initiée en 2012 par l'Institut national de la recherche agronomique d'Algérie (INRAA) en coopération avec l'entreprise "China agriculture international development", s'inscrit dans cette démarche. "Les résultats encourageants des expérimentations effectuées incitent à poursuivre les essais durant une seconde phase (2016-2018) avec l'appui de l'expertise chinoise", souligne le communiqué. La deuxième phase du projet devrait permettre aussi, selon la même source, de vulgariser les techniques d'aménagement des terres salines qui auront fait leurs preuves, auprès des agriculteurs de la région de Hmadnas. La première phase, rappelle-t-on, mise en oeuvre entre

2012 et 2015 à la station expérimentale de l'INRAA à Hmadnas, a permis de déclencher un protocole expérimental intégrant les nouvelles technologies mises au point en Chine concernant l'aménagement des terres agricoles salines.

Ainsi, l'appui de l'expertise chinoise a permis aux chercheurs algériens de commencer à maîtriser les nouvelles techniques et de tester des méthodes innovantes spécifiques aux conditions agro-pédo-climatiques de la région de Relizane.

En outre, souligne le communiqué, l'exécution de ce projet a permis l'acquisition d'une quantité importante d'équipements de laboratoire et d'expérimentation qui manquaient à l'INRAA et d'assurer des formations ciblées pour les chercheurs et le personnel de soutien à la recherche.

Par ailleurs, le ministère note que le protocole signé entre l'Algérie et la Chine va ouvrir la voie au renforcement de la coopération scientifique et technique entre les deux pays dans le domaine de l'agriculture.

R. T.

## Un premier vol commercial régulier effectué jeudi Air Algérie inaugure la ligne Alger-Budapest

La compagnie nationale Air Algérie a effectué jeudi son premier vol commercial régulier entre Alger et Budapest (Hongrie), devenant ainsi la première compagnie aérienne au niveau du Maghreb à desservir la Hongrie sans escale. L'appareil d'Air Algérie s'est posé en fin de matinée à l'aéroport international de Budapest, Ferenc Liszt, après deux heures et demie de vol avec une centaine de passagers à bord.

Cette nouvelle liaison est effectuée à raison de deux fréquences par semaine en Boeing 737-800 pouvant accueillir 16 passagers en classe Affaires et 132 passagers en classe économique, a expliqué à la presse un responsable du service commercial d'Air Algérie, Zoheir Haouaoui, à bord de l'avion. Les départs d'Alger s'effectuent dimanche et jeudi à 9h, tandis que les vols retour depuis Budapest sont programmés les mêmes jours à 14h.

Ont pris part à ce vol inaugural le ministre des Transports et des travaux publics, Boudjemaa Talai, le P-dg d'Air Algérie, Mohamed Abdou Bouderbala, le commissaire du gouvernement de Hongrie pour le Tourisme, Gustav Bienert, d'ambassadeurs accrédités à Alger dont celui de la Hongrie, Mme Katalin Pritz Helga, ainsi que des hommes d'affaires, des journalistes et des voyageurs.

Lors d'une cérémonie tenue à l'aéroport de Budapest, M. Talai a souligné que le choix fait par Air Algérie d'ouvrir une liaison entre l'Algérie et la Hongrie était non seulement "un signe de rapprochement entre les deux pays" mais que cela "consolide davantage les liens forts d'amitié qui unissent les deux peuples".

Pour le ministre, cette connexion ouvrira de nouvelles perspectives dans les échanges notamment économiques, culturels et touristiques, en précisant que cela permettra notamment aux entreprises des deux pays de travailler ensemble et d'examiner des partenariats gagnant-gagnant.

En outre, a-t-il poursuivi, en application du programme du Président Abdelaziz Bouteflika, tous les investissements consentis par l'Etat dans les domaines aérien, portuaire, routier et ferroviaire traduisent l'ambition de l'Algérie de devenir un hub régional et continental dans le domaine des transports.

Abordant également la question d'amélioration de la qualité des services dans le transport aérien, il a avancé que "l'aéroport d'Alger va changer totalement sa physionomie par l'augmentation de ses capacités d'accueil et la qualité de ses installations répondant aux meilleurs standards internationaux qui feront de lui un hub régional". Pour sa part, M. Bouderbala a rappelé que cette ligne aérienne Alger-Budapest existait dans les années 80 mais qu'elle avait été interrompue en 1992 "pour des raisons propres aux deux pays".

Selon lui, cette nouvelle ligne s'inscrit dans le cadre de l'un des axes stratégiques de la compagnie, à savoir le renforcement permanent de son réseau et l'établissement de liens entre l'Afrique et l'Europe centrale.

L'ouverture de cette ligne porte à 44 les vols d'Air Algérie à l'international, a-t-il fait savoir.

R. N.

# Pour une politique globale de lutte contre le phénomène Les membres de l'organe anti-corruption nommés par Bouteflika

Les membres de l'organe de prévention et de lutte contre la corruption (ONPLCC), sont désormais connus. Ils vont dès à présent s'atteler à proposer et contribuer à animer une politique globale de prévention de la corruption.



Par Sofiane Aït Mohaled

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a en effet procédé, dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de la Constitution, à la nomination jeudi, de la composante de l'ONPLCC. "Dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de l'article 202 de la Constitution, Son Excellence Monsieur Abdelaziz Bouteflika, Président de la République, vient de procéder, par décret présidentiel daté du 12 Dhou El-Hidja 1437 correspondant au 14 septembre 2016, à la nomination de la composante de l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption", a précisé un communiqué de la présiden-

ce. Cet organe est composé de Mohamed Sebaibi (président), Khadidja Meslem (membre), Maya Fadel, éps Sahli (membre), Abdeldjalil Kassoussi (membre), Nabila Boukhoubza, éps Allam (membre), Abdelmalek Yacoubi (membre), et Abdelkrim Bali (membre). "Constitutionnellement, l'Organe a pour mission, notamment, de proposer et de contribuer à animer une politique globale de prévention de la corruption, consacrant les principes de l'Etat de droit et reflétant l'intégrité, la transparence ainsi que la responsabilité dans la gestion des biens et des deniers publics", explique la même source. "L'Organe est une autorité administrative indépendante jouissant de la personnalité morale et de

l'autonomie financière. Il exerce les missions prévues par l'article 20 de la loi n° 06-01 du 21 Moharram 1427 correspondant au 20 février 2006, relative à la prévention et à la lutte contre la corruption, complétée", précise également le communiqué. En effet l'article 202 de la Constitution stipule qu'"il est institué un Organe national de prévention et de lutte contre la corruption, autorité administrative indépendante, placée auprès du Président de la République. Il jouit de l'autonomie administrative et financière". Selon le même article, "l'indépendance de l'Organe est notamment garantie par la prestation de serment de ses membres et fonctionnaires, ainsi que par la protection qui leur est assurée contre toute

forme de pression ou d'intimidation, de menaces, outrages, injures ou attaques de quelle que nature que ce soit, dont ils peuvent être l'objet à l'occasion de leur mission". L'ONPLCC adresse au Président de la République un rapport annuel d'évaluation de ses activités liées à la prévention et à la lutte contre la corruption, "mentionnant les insuffisances qu'il a relevées en la matière et des recommandations proposées, le cas échéant", stipule le même article. Le président Bouteflika a, à maintes fois, réitéré la volonté de l'Algérie à lutter contre la corruption, un phénomène qui affecte l'économie nationale et entrave le développement socio-économique du pays. Pour ce faire l'Algérie a adopté plusieurs textes de lois pour mettre à jour son arsenal législatif et mis en place des organes consacrés à la prévention et à une lutte efficace contre le fléau de la corruption. La mise en place de l'ONPLCC vient renforcer les autres mécanismes mis en place par les pouvoirs publics depuis quelques années afin de lutter contre ce phénomène. Au plan international, l'Algérie est l'un des premiers Etats signataires de la Convention des Nations unies contre la corruption, le 9 décembre 2003, et la ratification est intervenue par un décret présidentiel datant du 19 avril 2004. Dans le cadre du mécanisme d'examen de l'application de cette convention, l'Algérie a "fait l'objet en 2013 d'une évaluation par les pairs au titre du premier cycle d'examen qui a porté sur deux chapitres de la Convention des Nations unies contre la corruption, relatifs notamment aux "incriminations, détection et répression" et à "la coopération internationale".

S.A.M.

## Avec un partenaire français et algérien La CNAS conclut deux conventions

La Caisse nationale des assurances sociales (CNAS) a conclu jeudi deux conventions avec un partenaire français et l'établissement hospitalier (EHS) Docteur Maouche (ex-CNMS), indique un communiqué de la CNAS.

La CNAS a conclu ces conventions "dans le cadre de sa vision stratégique, visant à améliorer les conditions de prise en charge des malades tout en réduisant leurs transferts pour soins à l'étranger, et à concrétiser la volonté de l'Etat algérien de garantir des soins de qualité au profit des malades algériens au sein des établissements publics nationaux", précise la même source.

"Ces conventions s'inscrivent dans l'objectif d'assurer aux malades algériens atteints de pathologies cardiovasculaires, une prise en charge médicale adaptée, tout en favorisant le transfert des technologies permettant de rehausser les performances des praticiens de la santé en Algérie", conclut le communiqué.

H. K.

## Depuis le 1er juin Plus de 12.700 ha parcourus par les feux de forêts

Les feux de forêts ont touché une superficie de 12.767 ha avec un total de 2.539 foyers d'incendies entre le 1er juin et le 14 septembre de l'année en cours, selon un bilan de la Direction générale des forêts (DGF).

Il a ainsi été recensé 4.783 ha de forêts, 3.946 ha de maquis et 4.038 ha de broussailles touchés par les incendies, soit une moyenne de 24 foyers/jour et une superficie de 5,02 ha par foyer dévorés par les feux.

Par comparaison, sur cette même période de l'année 2015, il avait été enregistré 2.029 foyers ayant parcouru une superficie totale de 12.722 ha dont 5.574 ha en forêts.

Quant aux wilayas les plus touchées par les feux de forêts, il s'agit de Sidi Bel Abbés (2.483 ha et 184 foyers), Bejaia (2.104 ha et 159 foyers), Jijel (867 ha et 276 foyers), Tizi-Ouzou (820 ha et 171 foyers), Boumerdès (655 ha et 84 foyers), Souk Ahras (614 ha et 90 foyers), Tlemcen (607 ha et 30 foyers), El Tarf (550 ha et 169 foyers), Blida (443 ha et 204 foyers) et Médéa (431 ha et 109 foyers).

Par région, c'est la région Est qui a été la plus touchée avec 5.543 ha, suivie de celles du Centre avec 3.423 ha et de l'Ouest avec 3.801 ha.

Selon la DGF, le dispositif de prévention et de lutte mis en place depuis le 1er juin sera maintenu jusqu'à la fin de la campagne, prévue le 31 octobre 2016.

Mais en raison des risques persistants durant cette période, la DGF appelle les citoyens, notamment les populations riveraines, à observer plus de vigilance et à apporter leur contribution sur le plan de l'alerte et de la prévention.

R. N.

Benghebrit ouvre une enquête

## Retrait d'un livre de géographie suite à une grave erreur

Par Karima Nacer

La réforme de Deuxième génération entreprise par la tutelle demeure controversée. Le secteur de l'Education connaît un nouveau scandale sur un manuel de géographie de la première année moyenne, dans lequel il est apparu le nom de l'occupant israélien au lieu de la Palestine sur la carte géographique. S'agit-il, d'une culture de bâclage ou encore d'un nouveau coup visant la tête de Benghebrit ?

En tout cas, l'erreur a fait rapidement le tour des réseaux sociaux.

Le ministère de l'Education a affirmé de façon officielle l'existence de cette erreur dans le livre de géographie de la première année moyenne, publié par la maison d'édition " l'Office National des Arts et de la Typographie ". De ce fait, le département de Benghebrit a annoncé officiellement le " retrait immédiat de ce livre ". D'autre part, le ministère a décidé " d'ouvrir une enquête sur cette question".

L'erreur selon le ministère de l'Education " est la responsabilité de l'éditeur. ". " La version qui a été certifiée ne contenait pas cette erreur ", a justifié encore le ministère. Par ailleurs, le ministère a demandé à l'éditeur de " changer la page qui comporte l'erreur par une autre comportant des informations exactes, précise une source responsable du ministère.

La ministre de l'Éducation nationale Nouria Benghebrit n'en finit pas avec les polémiques. Cette grossière erreur, glissée à l'imprimerie fait supposer des doutes sur l'existence d'un nouveau complot contre Nouria Benghebrit, après plusieurs tentatives de sabotage. Ainsi, après les fuites organisées des épreuves du baccalauréat ainsi que des rumeurs sur une éventuelle suppression de l'épreuve de l'éducation religieuse dans les prochains examens du bac, ce scandale, a été une nouvelle occasion pour les milieux islamo- conservateurs, de relancer les hostilités contre Benghebrit, notamment à travers les réseaux sociaux. Cette polémique a pris des proportions poli-

tiques importantes, puisque plusieurs mouvements et même certains partis islamistes ont demandé la démission de la ministre de l'Education nationale.

En plus des erreurs dans les livres scolaires qui sont devenues un problème récurrent, le problème du manque de livres dans les établissements scolaires est soulevé depuis déjà le début de l'actuelle année scolaire. En dépit des assurances données à la veille de la rentrée scolaire par les responsables de l'éducation, le manque de manuel scolaire fait cavalier les parents d'élèves.

Plusieurs écoles éprouvent des difficultés à satisfaire la demande en livres scolaires. Ce manque est signalé dans plusieurs établissements. La pénurie concerne, pour ne citer que cela, les manuels destinés à la première année moyenne. Cette situation alarmante commence à angoisser sérieusement surtout les parents d'élèves qui continuent à chercher des livres scolaires partout dans les librairies et les marchés mais en vain.

K.N.

Après la tentative d'adhésion à l'Union africaine

# Rabat fait aussi des vagues chez les Non-alignés

Après la controverse entièrement fabriquée autour de son adhésion à l'Union africaine, Rabat veut transposer le même problème qu'il dit avoir avec Alger au mouvement des non-alignés. Une attitude désormais constante de la politique marocaine ?



Par Nabil Benali

Le ministère marocain des Affaires étrangères vient d'annoncer que son pays insiste sur sa candidature à la présidence du Comité politique du Mouvement des non-alignés, malgré l'opposition de plusieurs pays qui assistent, depuis le 13 septembre et jusqu'à demain, aux travaux du sommet de cette organisation qui se tient à Martiga au Venezuela. Une insistance qui fait suite au blocage de cette candidature qui n'a pas recueilli les soutiens nécessaires, et qui s'accompagne - est-ce une surprise ? - d'une campagne médiatique au Maroc contre l'Algérie qui est accusée d'être derrière cet échec diplomatique pour les autorités marocaines. Il est déjà étonnant d'apprendre que le Maroc cherche à jouer un quelconque rôle au niveau des Non-alignés, pays où il a toujours été vu

comme un allié des Etats-Unis et qui n'a jamais été profondément impliqué dans les grandes décisions de cette organisation, au contraire de pays comme l'Egypte, l'Inde, la Chine ou plus simplement l'Algérie, puisque le défunt président Boumediène demeure cité comme un de ses personnages clés de sa longue histoire. Quant à la réunion qui se déroule à Martiga, tout indique que les pays membres veulent plutôt confier la présidence du Comité politique au Venezuela, puisqu'aucun consensus ne semble se dégager sur d'autres candidatures moins évidentes. Cité par plusieurs médias marocains, un diplomate marocain "qui a requis l'anonymat" (pour ce que cela change...) a même appelé l'Algérie à ne pas bloquer la candidature marocaine. Ce qui, d'une part, prête à Alger une influence infinie qu'elle n'a certainement pas parmi les 120 Etats qui composent l'organisation et,

de l'autre, renseigne bien qu'en visant la présidence de cette instance suprême, les dirigeants marocains n'a rien en tête que d'ouvrir un nouveau front avec l'Algérie afin, par ricochet, d'affaiblir la position internationale du la république sahraouie dont elle est un soutien capital. D'autant que la Maroc n'a jamais eu d'ambition de présider quoi que ce soit au niveau du Mouvement des non-alignés créé en 1955. En 2014 mai, il était question que le Maroc prenne la présidence du Comité politique de l'organisation, mais le pays a finalement et inexplicablement abandonné sa candidature contre laquelle aucun obstacle ne se posait. C'était pourtant lors d'un sommet tenu à... Alger ! Cela n'empêche pas les diplomates marocains de multiplier les interventions à travers les médias pour donner des leçons de démocratie qu'ils disent manquer au sein des Non-alignés, sachant que Rabat est

plutôt mal placé en la matière lui qui refuse le référendum d'autodétermination des Sahraouis.

## Le précédent de l'Union africaine

On ne sait si le Maroc a décidé de faire de ces attaques envers l'Algérie dans chaque organisation où notre pays se trouve, ou s'il s'agit d'une campagne appelée à se maintenir le temps d'obtenir l'ouverture de la frontière terrestre à laquelle le palais royal tient tant. Mais cela commence tout de même à faire beaucoup, après le précédent enregistré au niveau de l'Union africaine. Rappelons que Rabat a annoncé son intention d'adhérer à l'UA en " exigeant " le retrait simultané de la RASD. Mais, en réaction, l'Algérie, s'appuyant sur les statuts de l'organisation, a estimé que cette adhésion ne peut pas être soumise à condition. Pour l'Algérie, il s'agit " d'une adhésion " et non " d'un retour ", considérant

que le retrait du Maroc en 1984 en protestation contre l'admission de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) s'est fait du temps de l'Organisation de l'Union africaine (OUA), avant que celle-ci ne devienne UA. Or " un pays africain, qui veut adhérer à l'UA ne peut pas le faire sous conditions, comme le stipule l'acte constitutif de l'organisation continentale ", dicit Abdelkader Messahel. A aucun moment, l'acte constitutif de l'UA ne parle de suspension et la suspension ne se fait que dans un seul cas, lorsqu'il y a " changement anticonstitutionnel dans un pays ". Rabat ne peut pas ne pas le savoir, mais cela ne semble pas de nature à alimenter le moindre scrupule pour transposer l'impasse du dossier sahraoui vers les organisations internationales Tiers-mondistes où on entendait pas du tout parler du Maroc, c'est-à-dire là où l'Algérie a toujours été un membre assuré de son prestige internationale. Tout indique ainsi que Rabat cherche à faire pression sur Alger pare une stratégie visant à l'acculer dans son pré-carré, surtout que le Maroc, lâché par les Etats-Unis sur le dossier sahraoui, a été tour-à-tour éconduit par Moscou et Pékin. Pourtant, plutôt que de s'abandonner à son obsession algérienne, les autorités marocaines devraient plutôt s'inquiéter de la dégradation de leurs relations avec les voisins maghrébins, notamment la tension grandissante avec la Mauritanie, ce qui est d'autant plus suspect que Rabat vit une lune de miel inédite avec les monarchies du Golfe.

N.B.

## In Amenas Reddition d'un terroriste

Un terroriste s'est rendu jeudi aux forces de sécurité à In Amenas, tandis qu'un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) a récupéré une quantité de munitions de guerre à Laghouat, indique le ministre de la Défense nationale dans un communiqué.

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts des forces de l'ANP et ses services de sécurité, un terroriste s'est rendu, aujourd'hui le 15 septembre 2016, au niveau du secteur opérationnel d'In Amenas (4ème région militaire), tandis qu'un détachement de l'ANP a récupéré, à Laghouat, une quantité de munitions de guerre de 206 balles de différents calibres", précise la même source.

"Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, des éléments des Gardes-frontières ont saisi, à Tlemcen (2ème région militaire), 32 kilogrammes de kif traité, tandis qu'un détachement de l'ANP a saisi 12 groupes électrogènes et un (1) marteau piqueur à In Guezzam (6ème région militaire)", conclut le communiqué. Bilal L.

Renversment du régime de Kadhafi

## Une "erreur stratégique"

Le renversement, sans préparation, de Mouammar Kadhafi, au cours des événements ayant plongé la Libye dans l'anarchie, fut une "erreur stratégique" des Occidentaux, a affirmé le chercheur français Thierry de Montbrial, dans une analyse.

"L'une des erreurs stratégiques de la présente décennie a été de provoquer la chute du colonel Kadhafi sans la moindre préparation pour la suite", a écrit

Thierry de Montbrial, président de l'Institut français des relations internationales (IFRI), dans une longue analyse sur les perspectives mondiales, parue dans Ramses

2017, un rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies.

Pour cet enseignant universitaire et chercheur français en économie et relations internationales, la Libye est devenue "un carrefour opérationnel" pour la pénétration du terrorisme en Afrique et "un portail" pour les mouvements

migratoires, estimant que la mise en place en 2015 d'un gouvernement d'union nationale, sous les auspices de l'Onu, est "un résultat fragile mais encourageant".

Thierry de Montbrial, qui est également membre de l'Académie des sciences morales et politiques depuis 1992, a indiqué que "si les Occidentaux ont une leçon à tirer de l'histoire du Moyen-Orient au sens large +de Afghanistan à l'Afrique du Nord+, depuis la chute de l'Union soviétique, c'est qu'on ne joue pas impunément avec les régimes d'autrui".

"Quand on est conduit à interférer avec les affaires intérieures des autres, les passions domestiques ou l'idéologie ne sont jamais bonnes conseillères", a-t-il souligné, faisant remarquer que "Paris et Londres l'avaient oublié en Libye".

Il a estimé, par ailleurs, que la sécurité de l'Afrique du Nord "est plus que jamais une question essentielle, et la condition de base pour toute coopération ambitieuse au développement de

l'Afrique dans son ensemble".

Dans ce sens, il a affirmé que l'Afrique a géopolitiquement vocation comme "le continent en développement complémentaire de l'Europe", relevant que les Etats européens "n'ont jamais cherché sérieusement à s'entendre pour élaborer une politique cohérente et robuste dans ce domaine".

"Le vaste continent africain, insuffisamment organisé par lui-même, reste ouvert à toutes les convoitises d'acteurs immédiatement intéressés par l'accès à ses immenses ressources que par la participation à un effort de longue durée pour assurer sa stabilité", a-t-il soutenu, précisant que le décollage économique de l'Afrique "reste une réalité porteuses de grandes espérances".

Toutefois, a-t-il averti, à court et moyen termes, "on risque de voir se poursuivre l'implantation de mouvements issus du fondamentalisme islamiste et les actions terroristes".

Bilal L.

Nouvelle tarification douanière

# Un outil de protection du produit national

Les participants à une journée de vulgarisation sur la nouvelle tarification douanière, tenue jeudi à Tipasa, à l'initiative de la Chambre de commerce et d'industrie ½ Chenoua", se sont accordés sur le fait que ce dispositif constitue un outil de protection du produit national et de lutte contre les opérateurs fraudeurs".



**C**e nouveau tarif douanier, dont l'entrée en vigueur est prévue pour le 18 septembre courant, assurera une meilleure visibilité et encadrement pour le commerce extérieur, sans pour autant toucher aux taux " ont estimé, à l'occasion, des cadres de la Direction générale des douanes (DGD).

Selon le sous directeur de la tarification douanière à la Direction générales des douanes, il s'agit de vulgariser le passage du tarif douanier à huit (8) chiffres vers celui à 10 chiffres.

En effet, le nouveau dispositif compte près de 16.000 sous-positions tarifaires, contre 6.126 sous-positions tarifaires contenues dans l'ancien tarif à 8 chiffres actuellement applicable, ajoutant que cette restructuration permettra une meilleure identification des marchandises, car plus détaillées.

A titre indicatif l'ancienne tarification englobait les télévisions et climatiseurs sous une même sous-position, en dépit de leurs différences (calibre, spécificités techniques), tandis que le nouveau dispositif classe chacun de ces appareils dans une sous-position, qui lui est propre avec tous les détails techniques le concernant.

Cette tarification permettra la prise en charge des mesures liées, notamment, aux formalités administratives particulières à la fiscalité et à l'évaluation en douane. Elle garantira, également, la collecte, d'une façon plus détaillée, des données statistiques du commerce extérieur, ainsi que l'encadrement de la politique commerciale et de la protection de la production nationale, a souligné le même responsable.

Il a signalé, en outre, la prise de toutes les dispositions matérielles et techniques en vue du "

passage de la tarification à huit(8) chiffres vers celle à 10 chiffres, sans toucher à l'aspect fiscal".

Pour le président de la Chambre de commerce et d'industrie ½ Chenoua", Maamar Seraidi, la nouvelle tarification est susceptible de mettre un frein aux opérateurs fraudeurs, car l'ancienne (tarification) remonte à 2001 et n'est plus d'actualité, au regard des mutations survenues dans le commerce extérieur mondial.

A travers ce passage, on aura plus de maîtrise sur les contrôles douaniers et on consolidera les facilitations accordées par les Douanes aux entreprises nationales en matière de promotion de l'exportation hors hydrocarbures", a-t-il observé, estimant qu'en passant de 8 à 10 chiffres ½ le répertoire des marchandises de la DGD sera plus détaillé avec des statistiques plus affinées et la possibilité de

moduler les droits et taxes de douanes selon la nature du produit".

Pour M Seraidi ½ ces mesures permettront, en outre, une meilleure visibilité dans le cadre des négociations que mène l'Algérie avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et la renégociation de l'accord d'association avec l'Union européenne". Le directeur Général des douanes, Keddour Ben Tahar avait indiqué dans une déclaration passée, à l'APS, qu' ½ à la base, les négociations se font sur le tarif douanier", ajoutant que ce tarif à 10 chiffres ½ va nous aider à renforcer notre capacité de négociations, car quand vous avez plusieurs produits de la même sous position tarifaire, vous avez un manque de visibilité et, par conséquent, la négociation est quelque peu affectée dans le sens où il y a un déficit de visibilité", avait-il expliqué. **Bilal L.**

Prix du pétrole

## Le Brent en baisse à 45,90 dollars

**L**e baril de Brent a connu une baisse de 69 cents à 45,90 dollars vendredi en cours d'échanges européens, en raison de la crainte de surabondance du marché.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait 45,90 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 69 cents par rapport à la clôture de jeudi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour livraison en octobre cédait pour sa part 56 cents à 43,35 dollars.

Les cours étaient montés jeudi, soutenus par la suspension partielle aux Etats-Unis de l'oléoduc colonial numéro 1 qui transporte habituellement de l'essence entre le Texas (sud) et la côte nord-est du pays.

Mais les fondamentaux du marché - toujours orientés vers un surcroît d'offre par rapport à la demande - semblaient reprendre lourdement le dessus vendredi.

La Libye a annoncé jeudi la reprise immédiate des exportations après un retour au calme dans la région du Croissant pétrolier tandis qu'au Nigeria, des analystes attendent la reprise d'une production plus importante après une vague de sabotages.

"En outre, la société de services pétroliers Baker Hughes va publier de nouveaux chiffres de l'activité du forage aux Etats-Unis ce soir. S'ils font état d'une onzième hausse en douze semaines, cela élèverait les craintes à propos de la surabondance", ont ajouté des analystes.

La semaine prochaine, les investisseurs pourraient tourner de plus en plus leur attention vers la réunion informelle des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) prévue le 27 septembre à Alger, en marge du Forum international de l'énergie(du 26 au 28 septembre 2016).

Le ministre de l'Energie Noureddine Boutarfa, a indiqué vendredi passé à Moscou, que La réunion informelle des pays

de membres de l'Opep "offrira l'opportunité pour parvenir à un accord qui favorisera la stabilisation du marché du pétrole".

"L'Algérie a, dans ce sens, une proposition qu'elle soumettra aux participants de la réunion d'Alger. Nos consultations menées auprès de nos partenaires montrent qu'il y a un consensus autour de la nécessité de stabiliser le marché. C'est déjà un point positif" a souligné M. Boutarfa.

De son côté, Le ministre russe de l'Energie, Alexandre Novak, a exprimé la semaine passé, le souhait de Moscou de voir les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) "surmonter leurs divergences et réaliser un compromis sur un gel de la production".

"Si l'Opep parvient à un consensus, nous serons alors prêts à nous joindre pour examiner toute proposition sur un gel de la production. Nous espérons que les divergences au sein de l'Opep soient aplanies le plus tôt possible", a indiqué le ministre russe vendredi passé. **R. I.**

Tunisie

## Conférence internationale pour relancer l'économie

Plus d'un millier d'entreprises et des représentants de 70 pays sont attendus fin novembre en Tunisie pour une grande conférence visant à relancer l'économie, en difficulté depuis la révolution de 2011, ont indiqué jeudi les organisateurs.

Cette "conférence internationale d'appui au développement économique, social et durable de la Tunisie", se tiendra les 29 et 30 novembre à Tunis, à l'initiative de deux ministères.

Elle aura pour mission de "restaurer l'image" de ce pays du Maghreb pionner des Printemps arabes et de "rétablir un climat d'affaires favorable", a indiqué lors d'une conférence de presse Mourad Fradi, co-commissaire général.

Outre la présence de plus d'un millier d'entreprises tunisiennes et internationales, de hauts responsables politiques sont également attendus mais aucun nom n'a été divulgué pour l'instant.

Le président tunisien Béji Caïd Essebsi prononcera le discours d'ouverture de cet événement qui dispose d'un budget de plus de deux millions d'euros et sera promu grâce à des "road show" en Europe, aux Etats-Unis et au Moyen-Orient.

Selon "Tunisia 2020", la structure chargée de sa promotion, la conférence de Tunis sera l'occasion d'exprimer la "volonté" de l'Etat "de mener des réformes structurelles" et "de favoriser le développement de l'investissement privé en identifiant les secteurs "à fort potentiel".

Elle devra "mobiliser les fonds nécessaires au développement des grands projets d'infrastructures".

Pour atteindre ces objectifs, les organisateurs disent vouloir s'appuyer sur le plan de développement 2016-2020 présenté l'an dernier par le gouvernement tunisien.

Ce plan quinquennal tablait initialement sur un taux de croissance moyen de 5% par an. Mais les organisateurs de la conférence font état d'un objectif un peu plus modeste, espérant atteindre 4% d'ici 2020. Ils espèrent aussi, en mobilisant les investisseurs, arriver à réduire le taux de chômage de 15,5% actuellement à 12% tout en favorisant la création de centaines de milliers d'emplois d'ici 2020.

Frappée en 2015 par une série d'attaques jihadistes sanglantes qui ont ravagé son secteur touristique, la Tunisie a enregistré une croissance inférieure à 1% l'an dernier.

Touchée par un chômage de masse, en particulier chez les jeunes, elle a connu en janvier sa plus importante contestation sociale depuis la révolution ayant mis fin en janvier 2011 à l'ère de Zine el Abidine Ben Ali.

Si le pays jouit d'une sympathie certaine, notamment en Europe, depuis qu'il s'est engagé sur la voie de la démocratie, il n'est pas parvenu jusque-là à attirer de nouveaux investisseurs. Un nouveau gouvernement est entré en fonctions fin août, le précédent ayant été jugé en échec, notamment sur l'économie.

R. O.

Salon "World Food" de Moscou

# La figue sèche et l'huile d'olive algériennes se distinguent

Les produits agro-alimentaires algériens ont fait une entrée remarquée à la 25<sup>e</sup> édition du salon "World Food Moscow" (12-15 septembre) suscitant l'intérêt de partenaires étrangers et augurant ainsi d'une pénétration prochaine d'un marché russe prometteur, en matière d'opportunités de partenariat.



Habitué jusqu'à présent aux dattes algériennes, notamment la célèbre Deglet Nour, les Russes, du moins les visiteurs du salon "World Food Moscow", ont fait connaissance avec d'autres produits du terroir algérien, bio et nutritifs : la figue sèche Béni Maouche (Béjaia) et l'huile d'olives médicinales de Sig.

Enrobée dans du chocolat et soigneusement emballée dans des boîtes de 200 grammes chacune, la figue de Béni Maouche n'a pas laissé indifférents les visiteurs du stand algérien. "Les Russes et d'autres participants étrangers sont venus goûter et savourer ce produit bio et nutritif",

comme l'a expliqué à l'APS, Fares Alem le Manager de "Naamet Bladi" qui a également exposé un autre produit : du chocolat à base de Caroube.

"Nous avons expliqué aux visiteurs les grandes valeurs nutritives de la figue sèche et ses vertus médicinales dans le traitement de nombreuses maladies.

Cela a augmenté leur intérêt pour notre produit", a-t-il ajouté.

L'autre produit phare, compte tenu de son exclusivité sur le marché, est sans conteste l'huile médicinale, faite à base de l'olive sigoise. Ses propriétés thérapeutiques n'ont pas laissé indifférents les différents visiteurs du stand.

"Elevée avec soin dans le

micro-climat idéal de Messerghine, l'olive sigoise mûre est cueillie sans traitement chimique. Seule l'huile biologique est extraite et mise en bouteille", a fait savoir Said Bekhtaoui, représentant de la SARL Acide Olmed et président de l'Association nationale pour le développement de l'oléiculture.

"C'est une huile d'olive pure à 100 % et riche en oméga 3, selon les analyses faites par le laboratoire de l'université d'Oran. Elle a des effets médicamenteuses dont le traitement du cancer, le cholestérol et la protection de la peau contre les rayons ultraviolets", a détaillé M. Bekhtaoui, ajoutant que la caractéristique de cette olive

est qu'elle est "cultivée à un niveau de 50 m du niveau de la mer".

Selon M. Bekhtaoui, "l'Algérie jouit des meilleures conditions climatiques et dispose de surfaces importantes de terres propices aux différentes cultures. Selon les données géographiques internationales (...) le fait d'avoir les quatre saisons en Algérie constitue aussi un autre atout pour le développement de l'agriculture".

## La datte algérienne confirme et veut augmenter ses parts

Au salon agroalimentaire de Moscou, les dattes algériennes dans toute leur variété, ont confirmé leur bonne réputation. Six exportateurs algériens de ce produit, dont "Green Palm" de Tolga, Gica-Bajou de Ghardaia AGRODAT de Biskra et Etablissement Haddoud-Salim de Tolga étaient présents au rendez-vous de la capitale russe et ont été sollicités pour des commandes.

Ils ambitionnent toutefois de s'introduire davantage dans le marché russe et dans un second temps, décrocher des marchés en Asie et en Europe de l'Est.

Pour cela, le futur marché international de Moscou qui ouvre ses portes le 28 octobre prochain, devrait constituer "une opportunité idoine" pour promouvoir le label algérien en Russie et dans autres pays.

Plus de vingt exportateurs algériens de produits agro-alimentaires ont participé du 12 au 15 septembre au 25<sup>e</sup> Salon "World Food Moscow", parmi eux les Huileries d'Ouzellaguen, Maluxe-Beurre et Margarine, et l'Entreprise Casbah spécialisée dans la production du Vinaigre, vinaigrette et mayonnaise.

Reda A.

Pomme de terre d'arrière-saison à Aïn Defla

## Une production de près de 3 millions de qx attendue

La production de la pomme de terre d'arrière-saison au titre de la campagne agricole 2016-2017 devrait atteindre 2,8 millions qx, en hausse par rapport à celle réalisée la saison dernière (2,3 millions qx), a-t-on appris jeudi d'un responsable de la direction locale des services agricoles (DSA). Une superficie de 10 000 ha est concernée par cette opération dont 6000 ha consacrés à la pomme de terre de consommation, a indiqué Amar Saâdi, responsable du service des statistiques à la même direction, signalant que l'opération d'arrachage de ce tubercule débutera au courant du mois de novembre prochain. Le rendement escompté par hectare est de 280 qx, a précisé M.Saâdi, relevant que la production de ce produit stratégique est notamment concentrée dans les régions de Djendel, Arrib, Bourached, Aïn Soltane, Abadia et Bir Ould Khélifa. A vocation agricole, la wilaya de Aïn Defla, où une production annuelle cumulée (pomme de terre de saison et d'arrière-saison) de plus de 7 millions de qx est enregistrée depuis 3 ans, couvre quelque 35 % des besoins nationaux de ce tubercule, note-t-on. R. N.

FMI

## L'éthiopien Abebe Sélassié nommé directeur du Département Afrique

L'Ethiopien Abebe Aemro Sélassié sera nommé la semaine prochaine comme directeur du Département Afrique du FMI en remplacement d'Antoinette Sayeh, dont le départ avait été annoncé précédemment, a indiqué jeudi le FMI dans un communiqué. La nomination de Sélassié, annoncée jeudi par la Directrice générale du Fonds monétaire international, Christine Lagarde, est prévue pour le 19 septembre 2016, selon la même source. "Abe apporte sa profonde connaissance des problèmes auxquels l'Afrique est confrontée, après avoir collaboré étroitement avec les dirigeants de l'ensemble de la région pendant une bonne partie de sa carrière", a indiqué Lagarde, citée dans le communiqué. M. Sélassié a travaillé au Département Afrique du FMI, où il a occupé le poste de chef de mission pour l'Afrique du Sud. Il a également dirigé les travaux relatifs aux perspectives économiques régionales et a joué divers rôles pour des pays comme la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya, le Burkina Faso, la Guinée, le Libéria et la République de Sierra Leone, selon le communiqué du FMI. Plus récemment, M. Sélassié a supervisé l'effort déployé par le FMI pour aider les trois pays touchés par l'épidémie d'Ebola. Le nouveau directeur du Département Afrique cumule aussi une vaste expérience opérationnelle grâce à ses diverses affectations dans d'autres départements du FMI, y compris le Département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation et le Département Europe. Entre 1999 et 2003, il a travaillé sur la Turquie et la Pologne, comme il a été sous-directeur et chef de mission pour le Portugal pendant la crise de la zone euro. Avant de rejoindre le FMI, M. Sélassié a travaillé pour l'entreprise Economist Intelligence Unit, où il s'est spécialisé dans les questions relatives au risque de crédit souverain, puis pour le gouvernement éthiopien en tant qu'économiste principal au Bureau du Président.

H. T.

Marché agroalimentaire international de Moscou

# Une opportunité pour les exportateurs algériens

Le Marché international de l'agroalimentaire de Moscou, qui ouvrira ses portes le 28 octobre prochain, constitue "une opportunité idoine" pour promouvoir le label algérien en Russie et dans les pays de l'Asie centrale, estiment des opérateurs algériens présents au 25<sup>e</sup> Salon "World Food Moscow".

"C'est une bonne nouvelle pour les exportateurs algériens. C'est une porte qui s'ouvre et qui nous donne accès au marché russe et, par extension, aux marchés des pays de l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale", a déclaré à l'APS le patron d'une entreprise algérienne spécialisée dans la commercialisation des dattes et la valorisation de la richesse variétale de ce produit dans la région du M'zab.

A la faveur de ce marché international, l'Algérie disposera d'un espace de 100 m<sup>2</sup> pour exposer et vendre sa palette de produits à longueur d'année.

L'ouverture de cet espace agroalimentaire,

dénommé "Moscow Food Expo", constituera pour chaque pays "une vitrine idéale puisque le marché a une envergure internationale et restera ouvert en permanence", explique le président de l'agence des investissements russo-arabes (Ruaria), M. Sultan Khamzaev.

Ce dernier a rencontré les exportateurs algériens présents et avec lesquels il s'est longuement entretenu au sujet des modalités de fonctionnement de ce marché et des démarches à entreprendre pour l'acquisition d'un espace au sein de cette plateforme économique. "Les produits exposés pourront ainsi être commercialisés aussi bien en Russie que dans la région euro-asiatique et dans les pays du groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), ajoute M. Khamzaev dont la réunion avec les opérateurs algériens a été organisée par le représentant de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex), M. Ali Ayad.

Plus de vingt (20) exportateurs algériens de produits agro-alimentaires ont participé du 12 au 15 septembre au 25<sup>e</sup> Salon "World Food Moscow", un évènement international majeur pour l'industrie alimentaire, rassemblant chaque année des entreprises de plus de 60 pays.

Cette manifestation a offert aux entreprises algériennes, présentes pour la première fois à ce rendez-vous moscovite, l'opportunité de sonder le marché russe à travers la promotion des produits algériens auprès des nombreux partenaires étrangers.

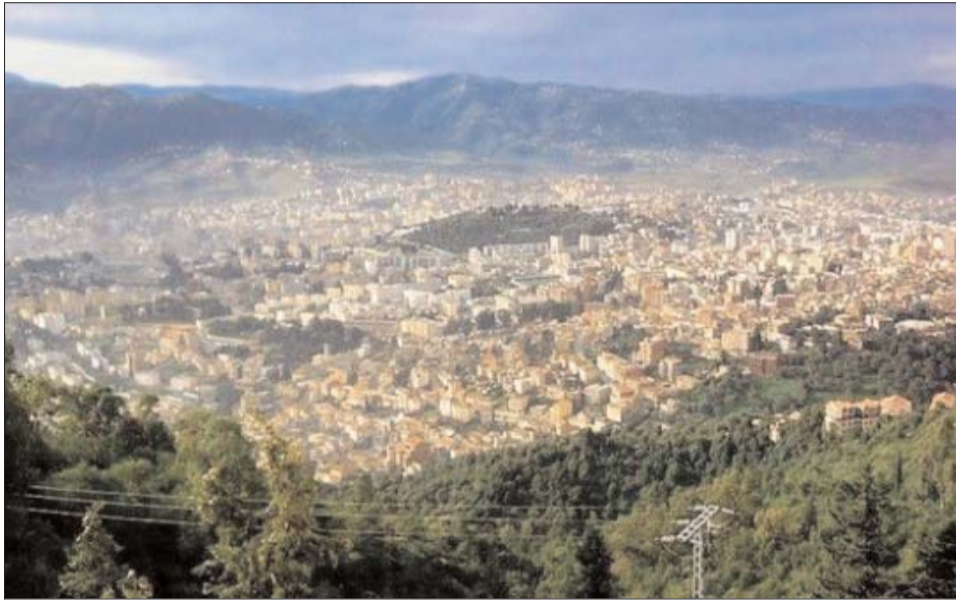
La participation algérienne au salon "World Food Moscow" intervient dans la dynamique du développement des relations algéro-russes, confirmée à l'occasion de la visite du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, en Russie en avril dernier, en marge de laquelle un forum d'affaires s'était tenu et avait réuni près de 500 opérateurs économiques.

T. A.

Village le plus propre de Tizi Ouzou

# Les sorties d'inspection achevées

Les sorties d'inspection et d'évaluation rentrant dans le cadre de la 4ème édition du concours Rabah Aïssat du village le plus propre de Tizi Ouzou ont été achevées mercredi, a-t-on appris jeudi du président de la commission santé, hygiène et protection de l'environnement.



Boumerdes

## Poursuite du flux des estivants vers les plages

**A** Boumerdes, l'affluence des estivants, notamment les familles, se poursuit toujours vers les grandes plages et fronts de mer de jour comme de nuit, en dépit de l'entame de la rentrée des classes et de la rentrée sociale en général, a-t-on constaté.

En effet, plages, jardins publics, et espaces verts des grandes villes de la wilaya, à l'instar de Boumerdes, Zemmouri, Corso et Cap Djinet continuent d'attirer du monde, en fin d'après midi notamment et durant les week-end, à cause de la chaleur caniculaire et de la forte humidité ambiante dans la région.

"Après une longue journée chaude à vaquer à nos occupations, l'humidité ambiante nous pousse à fuir nos appartements dans la soirée", a affirmé à l'APS, à ce propos, l'hadja Naima (68ans) en famille à la plage de Boumerdes, faisant face au front de mer de la ville.

D'autres familles rencontrées sur place, ont simplement indiqué vouloir "profiter au maximum" des dernières douceurs de la sai-

son estivale, particulièrement en cette période où la fréquentation est loin des "encombrements caractérisant les plages en plein saison estivale".

A l'opposé de ces familles qui aiment se prélasser sur le sable jusqu'à une heure tardive de la nuit, il existe des amateurs de pêche, à l'image de Farid.H(48ans) et ses amis Hamid et Mohamed, qui préfèrent, quant à eux, passer de longues heures à taquiner le poisson, jusqu'à la prière du Maghreb (coucher du soleil).

D'autres sites de détente tels que les espaces verts, jardins publics et forêts récréatives des villes côtières de la wilaya de Boumerdes(Corso, Sahel, Zemmouri) attirent, aussi, un nombre important d'estivants qui s'y rendent pour se reposer dans le calme et à l'aire libre, loin de l'ambiance parfois bruyante des plages.

Selon le directeur du tourisme et de l'artisanat de la wilaya, Zoulim Nour, "toutes les conditions sont réunies pour garantir la poursuite de la saison estivale jusqu'à la fin octobre prochain".

**P**révues initialement entre mai et juin derniers, ces visites inopinées qu'effectue la commission de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) dans les villages qui prennent part au concours ont été décalées à juillet et août écoulés à la demande des comités de villages qui voulaient bénéficier d'une marge de temps pour se préparer, a expliqué Mohammed Msella.

"Nous avons entamé nos sorties en juillet à travers les 73 villages qui ont été retenus pour prendre part au concours. Nous avons pris en compte dans nos évaluations certains critères tels que la propreté des voies et places publiques, les fontaines et sources d'eau, les cimetières, les lieux de culte et les monuments locaux, ainsi que la gestion des déchets", a-t-il signalé.

Dr. Msella a indiqué que toutes les fiches d'évaluation et de notation ont été remplies par la commission chargée du concours et transmises au président de l'APW qui, pour sa part, saisira un huissier de justice en vue

d'effectuer le classement et dégager les lauréats de cette édition.

La commission santé, hygiène et protection de l'environnement se penchera, cependant, sur la préparation de la cérémonie de remise des prix prévue pour le 13 octobre prochain à la maison de la culture Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou, a-t-il affirmé.

"La cérémonie de remise des prix coïncidera cette année avec le 10ème anniversaire de l'assassinat de Rabah Aïssat, ancien président de l'APW de Tizi-Ouzou, survenu le 12 octobre 2006. Nous voulons marquer cette date à travers un hommage que nous allons lui rendre et un recueillement à sa mémoire au niveau de son village à Aïn Zaouïa", a-t-il fait savoir.

L'événement se déroulera en présence de la famille du défunt, des autorités locales, des comités de villages, des présidents d'APC, ainsi que des associations activant dans le domaine de la protection de l'environnement.

Le village qui décrochera la première place de ce concours, recevra un prix de huit millions de dinars, contre sept millions de DA pour le deuxième lauréat et six millions de DA pour le détenteur de la troisième place, a-t-il noté, rappelant que le prix du village le plus propre de la troisième édition organisée en 2015 a été remporté par Timizart dans la daïra de Ouaguenoun.

K. A.

### Salon international du tourisme à Paris L'Algérie prendra part

L'Algérie représentée par l'Office national du tourisme (ONT) prendra part au 38e salon international du tourisme qui se tient du 20 au 23 septembre à Paris (France), indique jeudi un communiqué de l'ONT.

L'ONT vise à travers cette manifestation à "promouvoir la destination Algérie", dans l'un des plus importants salons internationaux du tourisme.

La participation algérienne à cette manifestation, est très importante car la France est l'un des plus importants marchés traditionnels, et compte parmi "les 10 principaux pays émetteurs de touristes vers l'Algérie", d'une part ainsi que la présence d'un grand nombre d'Algériens résidant dans ce pays et de français qui ont vécu en Algérie d'une autre part, a indiqué la même source.

Dans le but d'améliorer la participation algérienne, l'ONT a réservé une superficie de 250 m<sup>2</sup> pour abriter le stand algérien dont la conception mettra en évidence une partie des sites touristiques et caractéristiques de la destination Algérie.

Lors de cette manifestation, les participants algériens (artisans, opérateurs et exposants) vont exposer et commercialiser leurs produits touristiques, découvrir les dernières nouveautés du marché international du tourisme, lancer des activités promotionnelles et organiser des rencontres d'affaires avec des opérateurs touristiques étrangers et des dépliant sur la richesse et la diversité touristique seront distribués.

La précédente édition de ce salon avait vu la participation de plus de 1.200 entreprises touristiques de 160 pays sur une superficie de 27.000 m<sup>2</sup> répartie sur 348 stands et drainé quelque 29.500 visiteurs professionnels.

H. A.

Protection de la couche d'ozone

## Le recours aux énergies propres souligné à Constantine

**L**e recours aux énergies propres est le seul moyen pour protéger la couche d'ozone des substances favorisant son appauvrissement, a indiqué jeudi à Constantine un chercheur universitaire et responsable du laboratoire de chimie à l'université Mentouri.

Au cours d'une journée d'étude organisée par l'association locale de la protection de la nature et de l'environnement (APNE), à l'occasion de la journée internationale de la protection de la couche d'ozone, célébrée annuellement le 16 septembre, M. Azzeddine Touil a mis l'accent sur la nécessité d'opter pour les énergies propres, dites écologiques,

pour la stabilisation de la couche d'ozone détériorée principalement, a-t-il détaillé par "l'utilisation excessive des gaz chimiques et toxiques".

Devant des scolarisés du collège d'enseignement moyen (CEM) El Mamoune à Bab El Kantara, le conférencier a, dans ce sens détaillé, l'effet du gasoil, présenté comme une substance très nocive pour l'environnement et la couche d'ozone et appelé à recourir à l'utilisation des gaz naturels comprimés (GNC), comme carburant idéal pour les véhicules.

Les élèves présents ont reçu à cette occasion diverses informations utiles sur la problématique liée à la dégradation de la couche d'ozone, même si

cette dégradation, s-t-il soutenu a été "quelque peu freinée" à la faveur de l'interdiction de l'utilisation des composés chimiques Chloro Fluoro Carbone (CFC- substances appauvrissant la couche d'ozone), universellement adoptée, souligne-t-on.

Il reste, a-t-il expliqué, que cette couche qui a pour principal effet d'absorber la plus grande partie du rayonnement solaire ultraviolet, dangereux pour les organismes vivants, est également mise à mal par la pollution de l'air provoquée, entre autres, par l'émission des gaz d'échappement des véhicules motorisés.

Le même intervenant a recommandé, à ce propos, l'uti-

lisation du vélo pour les déplacements sur de courtes distances pour réduire l'émission des gaz d'échappement et encourager la marche à pied bénéfique aussi pour la santé.

Organisée avec la collaboration de la direction de l'éducation, la célébration de la journée internationale de la protection de la couche d'ozone dans la ville des ponts a été aussi marquée par l'organisation d'une exposition portant la présentation des affiches renseignant sur les risques et les méthodes de protection de cette couche, les produits chimiques qui influent sur cette couche et qui provoquent des maladies chez l'être humain et des dangers liés aux productions agricoles. **R. N.**

Mostaganem

# Priorité à l'aménagement des douars

La priorité est accordée dans les quatre derniers mois de l'année en cours à l'aménagement de 553 douars des communes de la wilaya de Mostaganem, a affirmé jeudi le wali, Abdelwahid Temmar.

Lors d'une réunion de l'exécutif avec les chefs de dairas et les présidents d'APC, M. Temmar a instruit d'élaborer dans un délai de dix jours une feuille de route d'aménagement urbain déterminant les besoins et priorités de chaque région et les moyens financiers disponibles dans chaque collectivité.

Les actions d'aménagement portent, entre autres, sur la pose de réseaux d'assainissement, la réalisation de voiries, de structures pour jeunes, de stades de proximité, d'espaces verts et d'aires de jeux.

Le wali de Mostaganem a insisté sur la consommation des enveloppes financières inexploitées des budgets des communes estimées, selon lui, à 1,5 milliard DA, dans des opérations d'aménagement urbain, ainsi que sur le suivi des projets. Il a également sommé les présidents d'APC et chefs de dairas à faire ponction sur les budgets de gestion pour honorer les dus des entreprises dont Sonelgaz et l'Algérienne des eaux (ADE), qui devront rééchelonner les dettes à recouvrer en tranches.

M. Temmar a, en outre, instruit les présidents d'APC de suivre les actions de nettoyage afin de donner un aspect esthétique à chaque collectivité locale et à associer les associations et la société civile aux opérations de préservation de l'environnement.

R. D.

Relizane

## Ouverture de classes d'enseignement de tamazight

Seize classes d'enseignement de la langue amazighe ont été ouvertes dans les établissements scolaires de la wilaya de Relizane, a-t-on appris jeudi du chargé d'information à la direction de l'éducation.

Ces classes ont été ouvertes lors de la rentrée scolaire au profit de 500 élèves répartis à travers les communes de Ammi Moussa, Hmadna, Sidi M'hamed Benali et Relizane, a indiqué M. Abdelhafid Saadi. Le tamazight est enseigné dans les classes de 3 et 4èmes années primaire à raison de 4 heures par semaine par quatre enseignants de culture et langue amazighe.

L'ouverture de ces classes fait suite aux instructions du ministère de l'Éducation nationale dans ce sens exigeant des directeurs d'établissements scolaires des paliers du moyen et du secondaire de recenser les élèves désirant apprendre le tamazight au préalable d'ouverture de classes, soulignant que l'élévation du nombre de groupes est tributaire à la demande des parents d'élèves.

M. Saadi a ajouté que la direction de l'éducation oeuvre en collaboration avec le Haut commissariat à l'amazighité (HCA) à disposer d'enseignants de cette langue en vue d'ouvrir des classes à Zemmoura et Mazouna.

T. R.



El-Bayadh

## Quatre nouveaux bus pour renforcer le transport scolaire

La flotte du transport scolaire dans la wilaya d'El-Bayadh a été renforcée, au titre de la nouvelle saison scolaire, de quatre nouveaux bus, à l'initiative du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, a-t-on appris jeudi auprès de la direction locale de l'Éducation nationale.

Ces véhicules ont été affectés aux communes d'Erbouat, El-Meharra, Boualem et Stittène pour assurer le transport de quelque 3.000 élèves issus des zones rurales et enclavées relevant de ces collectivités, a précisé le directeur de l'éducation d'El-Bayadh, Abderrahmane Boukermouche.

Selon le même responsable, le secteur de l'éducation qui dispose d'une flotte de trans-

port scolaire constituée de 116 bus, dont certains en panne, accuse un déficit de 26 véhicules.

Par souci de remédier à cette situation, durant cette année scolaire, une enveloppe de 70 millions DA a été consacrée par la wilaya d'El-Bayadh pour l'acquisition de nouveaux bus, en plus de la possibilité d'un recours à la location de bus au niveau des communes accusant un déficit en transport scolaire, a assuré M. Boukermouche.

Des instructions ont été données pour la maintenance des bus en panne au niveau des communes et leur exploitation de manière rationnelle, a-t-on indiqué à la direction de l'éducation de la wilaya d'El-Bayadh.

Reda A.

Distribution de l'eau potable à Blida

## Les perturbations résolues vers la fin septembre

Le problème de perturbation dans la distribution de l'eau potable, enregistré, ces derniers jours, dans la partie ouest de la ville de Blida, sera résolu vers la fin septembre, a-t-on appris, jeudi, du directeur par intérim de l'unité locale de l'Algérienne des eaux (ADE).

La perturbation de l'alimentation en eau potable (AEP) enregistrée, depuis quelques jours, dans plusieurs quartiers du centre ville (13 mai, Sid Yakoub, Dijilali Bounaâma) sera résolu vers la fin septembre, a indiqué à l'APS Abderrahmane Khelifi. Le responsable a expliqué ce problème, ayant coïncidé avec la chaleur estivale et l'Aid El Adha, par une baisse du

débit de la source Sidi Lekbir, alimentant la ville de Blida, dont le volume quotidien est passé de 25.000 M3 à seulement 3000 M3/J. Cette crise de l'eau a été aggravée par la pollution survenue dans la station de pompage de la Chiffa (alimentant également Blida) à cause des travaux de perçage des tunnels, inscrits au titre du projet de dédoublement de la RN1 reliant la Chiffa et Médéa, a-t-il ajouté.

Selon M. Khelifi les eaux naturelles descendant des monts de la Chiffa, actuellement le théâtre de travaux de perçage de tunnels "charriert avec eux du ciment et de la terre". Il a révélé, à ce propos, la tenue d'une rencontre avec des responsables de

## Formation professionnelle Plus de 2.500 places pour la prochaine rentrée à Naâma

■ Quelque 2.555 nouveaux postes sont offerts pour la saison de formation 2016-2017 (session de septembre) par le secteur de l'Enseignement et de la Formation professionnels dans la wilaya de Naâma, a-t-on appris jeudi auprès de la direction locale du secteur.

Ces nouveaux postes sont répartis sur différents types de formation, dont 1.080 en formation résidentielle, 695 en apprentissage, 115 en cours du soir, 220 postes pour la femme au foyer, 110 autres pour les pensionnaires des établissements pénitentiaires et le reste, soit 335 places, sont prévus dans le cadre de conventions et de formation à la carte, ont indiqué les responsables du secteur.

Cette session est marquée par l'ouverture, au centre de formation Hadri Mohamed à Ain-Sefra, d'une nouvelle spécialité de technicien en mécanique des sols, en plus de l'ouverture, en vertu de conventions de coopération, de six autres dans le domaine du Bâtiment et des Travaux publics (BTP) pour répondre aux besoins en main-d'œuvre qualifiée du marché de l'emploi, a-t-on fait savoir.

Ces filières dans le BTP portent notamment sur la formation de conducteurs d'engins, de grutiers, d'agents d'entretien de matériels de construction, ainsi que dans les techniques d'urbanisme et de fabrication de béton.

Le secteur a, dans le but d'informer et d'orienter les candidats, organisé cette semaine au centre de formation Cheikh Bouâmama à Naâma, des Portes ouvertes sur les filières et spécialités existantes, répondant aux besoins du marché et du développement locaux, dont celles liées à l'agriculture, l'élevage et le BTP, susceptibles d'ouvrir des perspectives d'emploi aux stagiaires.

La nomenclature de la formation dans la wilaya de Naâma comporte 82 spécialités, dont 11 afférentes aux activités agro-pastorales, réparties sur 14 filières ouvertes au niveau de 9 centres et 4 annexes et un institut national spécialisé de la formation professionnelle, encadrés par 170 formateurs, dont 109 enseignants de la formation professionnelle 61 enseignants spécialisés.

Reda A.

l'Agence nationale des autoroutes (ANA) en vue de la résolution de ce problème.

"Selon les engagements pris par les responsables de l'ANA, le problème sera résolu dans les deux (2) jours à venir", a-t-il ajouté, affirmant l'engagement de l'ADE à approvisionner les populations des quartiers affectés par ce problème par des citernes d'eau, jusqu'à sa résolution (problème). Cette situation a nécessité l'installation d'une cellule de crise, en collaboration avec la direction des ressources en eau de la wilaya, est-il précisé de même source.

R. N.



# CONFLITS

Accord américano-russe sur la Syrie

## Moscou souhaite une résolution de l'ONU

La Russie souhaite que le Conseil de sécurité adopte une résolution soutenant l'accord conclu sur la Syrie entre Moscou et Washington, a indiqué jeudi l'ambassadeur russe à l'ONU Vitali Tchourkine.



Cette résolution est en discussion, a-t-il dit, et pourrait être adoptée lors d'une session du Conseil prévue

mercredi, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU et en présence des chefs de la diplomatie des deux pays, John Kerry et

Sergueï Lavrov.

"Nous y travaillons", a déclaré M. Tchourkine à des journalistes. "Je pense qu'il faudrait l'adopter le 21" (sep-

tembre).

Pour Moscou, cette résolution devrait "entériner l'accord" conclu la semaine dernière et qui a permis d'instaurer une trêve propice à la livraison d'aide humanitaire en Syrie.

Cette trêve tenait de manière générale jeudi mais la livraison des secours aux zones assiégées en Syrie n'avait pas encore commencé.

Aux termes de l'accord, a expliqué jeudi l'ambassadrice américaine Samantha Power devant le Conseil de sécurité, les deux pays vont mettre en place un centre de coordination pour cibler les rebelles extrémistes.

Des diplomates à l'ONU évoquaient aussi jeudi une possible prochaine réunion, peut-être dès lundi, du Groupe international de soutien à la Syrie, composé d'une vingtaine de pays et qui s'efforce de trouver une issue politique au conflit.

H. R.

## La Russie insiste sur l'inclusion des Kurdes dans le processus de paix

La Russie continue à réclamer l'inclusion des Kurdes dans le processus de négociation en Syrie, a déclaré jeudi le vice-ministre des Affaires étrangères russe Gennady Gatilov.

"Notre position n'a pas changé. Nous estimons toujours que les Kurdes doivent faire partie du processus, parce qu'ils sont une véritable force politique et militaire sur le terrain", a-t-il déclaré à l'agence de presse Interfax à Moscou.

"Sans une véritable participation de leur part, il est impossible de résoudre des problèmes tels que la future organisation de l'Etat syrien, la rédaction d'une constitution, les élections, et plus généralement tout ce qui a trait au processus politique", a-t-il souligné.

"Nous avons toujours essayé de persuader M. Staffan de Mistura, le représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, que les Kurdes devaient être autorisés à prendre part aux négociations, en particulier lorsque celles-ci porteront sur

l'importante question du futur paysage politique de la Syrie", a expliqué M. Gatilov.

M. de Mistura a donné son accord de principe, mais n'a pas encore décidé à quel moment les Kurdes seraient invités à la table des négociations, a-t-il ajouté.

La Russie et des pays occidentaux sont en désaccord sur plusieurs dossiers de la crise syrienne, comme la participation des Kurdes syriens au processus de réconciliation politique - une participation à laquelle la Turquie s'oppose fermement, craignant toute avancée politique des indépendantistes kurdes représentés par le Parti de l'union démocratique (PYD).

La Turquie considère en effet le PYD comme une branche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un parti illégal sur son territoire, et est furieuse de voir les Kurdes consolider leurs positions le long de sa frontière sud.

Y. A.

Yémen

## Au moins 40 morts en deux jours de combats à Taëz

Au moins 40 combattants ont été tués en deux jours au Yémen dans des affrontements entre rebelles et forces progouvernementales autour de la grande ville de Taëz, a indiqué jeudi un officier.

Les combats se sont intensifiés sur les fronts de guerre au Yémen, après l'échec le 9 août de pourparlers de paix entre rebelles chiites Houthis et le gouvernement du président Abd Rabbo Mansour Hadi appuyé par une coalition militaire arabe dirigée par l'Arabie saoudite.

Mercredi, les rebelles ont lancé une offensive pour imposer de nouveau le siège total à Taëz, la grande ville du sud-ouest du pays, levé partiellement récemment par les forces progouvernementales, a indiqué un porte-parole des

troupes pro-Hadi dans la province du même nom. L'offensive a été "mise en échec" dans la région de Wadi Dhoubab qui commande l'accès au secteur ouest de Taëz, actuellement aux mains des pro-Hadi, a-t-il affirmé. Dans les combats, 27 rebelles et 13 combattants progouvernementaux ont péri.

Non loin de là, les rebelles et leurs alliés, les partisans de l'ex-président Ali Abdallah Saleh, ont acheminé des renforts aux confins de la province voisine de Lahj, pour tenter de conquérir des hauteurs surplombant le détroit stratégique de Bab al-Mandeb, selon des sources militaires. Mercredi, les forces progouvernementales, soutenues par l'aviation et l'artillerie de la coalition arabe basées à Bab Al-Mandeb, ont déjoué une attaque rebelle

contre le Mont Kahboub et les combats ont fait huit morts, dont cinq rebelles, selon les mêmes sources.

Les rebelles tentent de conquérir des hauteurs, qui donnent accès à Bab Al-Mandeb, entre la mer Rouge et le Golfe d'Aden, par lequel transite une partie du trafic maritime pétrolier.

Plus au nord, le chef de la police militaire de Marib, Abdallah Dahwan, et deux soldats ont été tués dans les combats pour le contrôle de Sarwah, une région stratégique sur la route pour la capitale Sanaa, aux mains des rebelles, a indiqué un autre responsable militaire.

Depuis l'intervention en mars 2015 de la coalition arabe dans le conflit, la guerre a fait plus de 6.600 selon l'ONU.

R. N.

Palestine

## Ban dénonce la colonisation israélienne à Ramallah

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a dénoncé jeudi la colonisation israélienne à Ramallah (Cisjordanie), qualifiant les propos du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu d'"inacceptables et scandaleux".

"Je suis préoccupé par une récente déclaration du Premier ministre israélien décrivant ceux qui sont opposés à l'expansion des colonies comme des partisans d'un +nettoyage ethnique+, c'est inacceptable et scandaleux", a déclaré M. Ban devant le Conseil de sécurité qui tenait une session sur la situation au Proche-orient.

"Soyons clairs: la colonisation est illégale au regard du droit international", a-t-il martelé. "L'occupation (israélienne), étouffante et oppressante, doit prendre fin". M. Ban a noté que les mises en chantier de nouveaux logements pour les colons israéliens avaient atteint au deuxième trimestre de 2016 leur niveau le plus élevé depuis trois ans, selon des chiffres officiels israéliens.

Par ailleurs, un Palestinien a été tué jeudi par balle par des forces d'occupation israélienne lors d'une opération en Cisjordanie occupée, a indiqué le ministère de la Santé palestinien. Le ministère palestinien de la Santé a précisé qu'il s'agissait de Mohammed Saraheen, 30 ans. Des responsables sécuritaires palestiniens ont affirmé que les forces d'occupation israélienne lui avaient tiré dessus alors qu'ils intervenaient à son domicile dans le village de Beit Ula, près d'Al Khalil.

T. R.

Pakistan

## Un attentat-suicide devant une mosquée fait au moins 16 morts

Un kamikaze a déclenché une charge explosive lors de la prière du vendredi devant une mosquée dans une zone tribale du nord-ouest du Pakistan, tuant au moins 16 personnes, a-t-on appris auprès de responsables locaux.

L'attentat s'est déroulé à Butmana, dans le district tribal de Mohmand, une zone frontalière de l'Afghanistan où l'armée combat les talibans. Le kamikaze a frappé en pleine prière hebdomadaire, "tuant au moins 16 fidèles et en blessant 35 autres", selon un haut responsable des autorités tribales.

Reuters

Irak

## Deux attentats à la bombe à Bagdad

Au moins deux personnes ont été tuées et treize autres blessées, jeudi, dans deux attentats à la bombe dans la capitale irakienne, Bagdad, a indiqué une source policière. Une bombe placée en bord de route a explosé près d'un marché du quartier de Shaab, au nord-est de Bagdad, et a fait deux morts et cinq blessés, selon la source qui s'est exprimée sous couvert de l'anonymat.

Parallèlement, l'explosion d'une autre bombe placée en bord de route a blessé huit personnes près d'un parc très fréquenté de la banlieue d'al-Madain, au sud-est de Bagdad, a ajouté la source.

Le second attentat a été perpétré près d'un parc où se promenaient des dizaines de familles à l'occasion de l'Aïd al-Adha. Pour le moment, aucun groupe n'a revendiqué les attentats.

Les actes terroristes, les violences et les conflits armés ont tué 691 Irakiens et blessé 1 016 autres personnes, selon la Mission d'assistance des Nations Unies en Irak.

R. I.

Zimbabwe

# Asphyxié financièrement, le pays va refaire tourner la planche



**Le Zimbabwe a décidé jeudi de lancer une nouvelle monnaie qui ne dit pas son nom indexée sur le dollar pour tenter de remédier à son manque criant de liquidités, suscitant aussitôt les craintes d'un retour à l'hyperinflation dans un pays déjà en pleine crise.**

**L**e gouvernement de Harare, dirigé d'une main de fer par Robert Mugabe depuis 1980, a adopté le dollar américain et le rand sud-africain en 2009, après une hausse des prix vertigineuse qui a atteint jusqu'à 500 milliards pour cent et fait perdre toute sa valeur au dollar zimbabwéen.

Mais il se trouve désormais à court de dollars. Nombre de distributeurs d'argent sont hors service et la population contrainte de faire la queue pendant des heures à la banque pour obtenir du liquide, dont les retraits sont strictement limités.

L'Etat peine à verser à temps les salaires de ses agents, qui engloutissent 96,8% de son budget. Il avait annoncé la semaine dernière la suppression de 25.000 postes de fonctionnaires, avant finalement de faire marche arrière.

Pour desserrer cet étouffement financier, la Banque centrale a annoncé jeudi l'introduction "d'ici fin octobre" de "billets d'obligation". Ils "serviront à se protéger contre ceux qui sortent les dollars américains du pays", a annoncé son gouverneur, John Mangudya.

"D'ici la fin de l'année (...) 75 millions de dollars seront en circulation sous forme de

+billets d'obligation+", a-t-il avancé.

Attendue depuis des mois, cette décision intervient alors que le pays est secoué depuis plusieurs semaines par une vague de manifestations contre Robert Mugabe.

La question des "billets d'obligation" cristallise la colère des frondeurs, à bout après plus d'une dizaine d'années de crise économique. Ces billets pourront être utilisés pour payer les achats au Zimbabwe et se présenteront, dans l'immédiat, sous la forme de coupures de 2 et 5.

Des "pièces d'obligation", qui ressemblent à des pièces ordinaires avec une valeur indiquée sur une face, sont déjà en service depuis 2014 pour les dépenses de la vie quotidienne, comme les courses de taxi ou les achats au supermarché.

"Il est essentiel de souligner que l'introduction des billets d'obligation ne constitue en aucun cas un retour qui ne dit pas son nom au dollar zimbabwéen", a tenu à préciser M. Mangudya.

Mais ses propos ne devraient pas suffire à rassurer les milieux économiques et la population, qui craignent le retour aux temps maudits de l'hyperinflation dans un pays financièrement à genoux.

La majorité des Zimbabwéens survivent de petits boulots. Environ 80% de la population active travaille dans le secteur informel.

Dans les années 2000, les Zimbabwéens se déplaçaient avec des sacs, voire des brouettes de billets pour faire leurs courses.

L'introduction de ces "billets d'obligation" ne "suffira pas à faire la différence", a déclaré à l'AFP l'analyste John Robertson.

"Le gouvernement doit s'atteler à introduire des politiques qui permettent de rétablir la confiance", a-t-il prévenu. "Il n'y a pas de l'argent car il n'y a pas d'investissement. Il n'y a pas d'investissement car il n'y a pas de confiance et on ne peut pas résoudre cela en imprimant plus de billets".

Les Zimbabwéens ne cachaient pas jeudi leur inquiétude. "Imaginez que des clients me paient en +billets d'obligation+. Comment je vais refaire mon stock, alors que je m'approvisionne essentiellement à l'étranger?", a réagi sous couvert d'anonymat un vendeur d'appareils électroniques.

L'annonce de la Banque centrale intervient à deux jours de manifestations programmées dans tout le pays par l'opposition. Les anti-Mugabe les ont maintenues en dépit d'une interdiction de rassemblement à Harare.

Robert Mugabe, 92 ans, le plus vieux chef de l'Etat en exercice au monde, a promis de réprimer les manifestants. Malgré ce climat délétère, il compte se représenter à la fonction suprême en 2018.

"Je pense qu'il n'a jamais été sous une telle pression. Son parti n'a jamais aussi été divisé et la situation économique, selon certains, est pire qu'au moment de l'hyperinflation", a souligné Piers Pigou d'International Crisis Group (ICG).

Les nouveaux billets d'obligation, imprimés en Allemagne, seront financés à hauteur de 200 millions de dollars par la banque panafricaine Afreximbank (Africa Export-Import Bank).

AFP

Tchad

## L'ONU octroie dix millions de dollars pour aider 210.000 personnes

■ Le secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Stephen O'Brien, a approuvé l'allocation de dix millions de dollars issus du Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) pour l'action humanitaire au Tchad.

Les fonds octroyés permettront d'apporter une assistance vitale dans quatre régions du sud du pays, afin de répondre aux besoins de 210.000 rapatriés et réfugiés de la République centrafricaine et de leurs communautés hôtes, a précisé le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (BCAH) dans un communiqué de presse.

Selon la communauté humanitaire, la situation dans les régions du Moyen-Chari, Mandoul, Logone Oriental et Logone Occidental, au sud du Tchad, à la frontière avec la République centrafricaine, est inquiétante et marquée notamment par une dégradation de la sécurité alimentaire dans un contexte de retrait progressif des partenaires humanitaires en raison d'un manque de ressources.

"Alors que l'ONU et les partenaires humanitaires travaillent sans relâche aux côtés du gouvernement tchadien et des populations hôtes pour aider les plus vulnérables, le déficit de financement humanitaire augmente chaque année, notamment pour les crises oubliées comme celle du sud ou de l'est du Tchad, où la situation demeure préoccupante", a déclaré le coordonnateur humanitaire au Tchad, Stephen Tull.

"Dans un contexte où les ressources limitées de l'Etat tchadien ne lui permettent pas d'assurer l'accès généralisé aux services essentiels, ce financement est capital pour répondre aux besoins urgents des réfugiés, des retournés tchadiens et des populations hôtes vulnérables, tout en continuant à travailler sur le renforcement des capacités nationales", a-t-il ajouté.

Bilal L.

Lac Tchad

## Un sommet le 23 septembre à New York

■ Une "réunion spéciale" sur le bassin du lac Tchad, repère du groupe extrémiste nigérian Boko Haram mais aussi victime présumée du réchauffement climatique, se tiendra le 23 septembre en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, a indiqué jeudi une source onusienne.

"C'est une réunion spéciale sur le bassin du lac Tchad - à cheval entre le Niger, le Nigeria, le Tchad et le Cameroun - qui sera présidée par Ban Ki-Moon en présence des présidents Muhammadu Buhari (Nigeria), Idriss Déby (Tchad), Mahamadou Issoufou (Niger) et Paul Biya (Cameroun)", a déclaré Toby Lanzer Coordonnateur humanitaire de l'ONU pour le Sahel cité par l'AFP.

"Changements climatiques, migrations, et violences en cours dans le bassin du lac Tchad", seront notamment au menu de cette réunion, a-t-il précisé à l'issue d'une conférence de presse à Niamey.

En prélude à cette réunion, M. Lanzer a séjourné durant trois jours dans la région nigérienne de Diffa (Sud-est), en proie à des attaques incessantes de Boko Haram et qui abrite quelque 300.000 réfugiés du Nigeria et des déplacés internes ayant fui les exactions du groupe.

R. N.

Mozambique

# Le FMI reprend le dialogue

**L**e Fonds monétaire international (FMI), qui suspend depuis avril ses prêts au Mozambique à la suite de la découverte de presque 1,4 milliard de dollars de dette cachée, a annoncé avoir repris jeudi des discussions avec les autorités du pays africain.

Christine Lagarde, directrice générale du FMI, a rencontré Filipe Nyusi, président mozambicain "afin d'évoquer les difficultés économiques rencontrées par le pays", a annoncé dans un communiqué l'institution basée à Washington. Le pays a admis au printemps avoir dissimulé à ses bailleurs de fonds internationaux des emprunts s'élevant à 1,378 milliard de dollars.

En représailles, le FMI avait décidé de suspendre ses prêts au pays et d'annuler la mission de ses équipes qui devaient se

rendre dans le pays pour évaluer les comptes publics et donner leur feu vert au versement d'une nouvelle tranche de prêt.

Désormais, l'institution compte bien envoyer une mission la semaine prochaine au Mozambique, Mme Lagarde ayant "salué les premières mesures" prises par le pays pour satisfaire les demandes de son créancier, selon les termes du communiqué.

Elle a cependant "souligné la nécessité (...) d'un audit indépendant et international des entreprises subventionnées" à l'aide de la dette dissimulée par Maputo, est-il précisé.

Selon le gouvernement mozambicain, ces emprunts ont été contractés en 2013 et 2014 par des entreprises à capitaux publics et étaient destinés à financer l'achat d'embarcations militaires et de matériel de défen-

se. Le Mozambique, qui subit la baisse des cours des matières premières, avait reçu en décembre du FMI une ligne de crédit de 282,9 millions de dollars, déboursable par tranches successives en contrepartie de mesures d'économie.

Un premier prêt de 117,9 millions avait alors été aussitôt débloqué mais c'est son versement qui a été suspendu à la suite des aveux de Maputo.

L'ensemble des pays et institutions qui contribuent directement au budget du Mozambique, dont l'Union européenne, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement (BAD), la France et le Canada ont aussi suspendu leur aide directe, estimée au total à quelque 300 millions de dollars.

R. A.

Venezuela

# L'annonce de la date du référendum à nouveau reportée



**L'opposition au Venezuela qui cherche à révoquer le président socialiste Nicolas Maduro s'est heurtée à un nouvel obstacle, les autorités ayant fait savoir tard jeudi que l'annonce de la date d'un référendum crucial avait été reportée.**

**L**e calendrier est un point crucial de la bataille que mène depuis des mois la coalition de la Table pour l'unité démocratique (MUD, centre droit), majoritaire au Parlement: si le référendum a lieu d'ici le 10 janvier 2017 et est couronné de succès, il provoquera des élections anticipées. S'il est organisé plus tard, une éventuelle révocation de Nicolas Maduro n'entraînerait que son remplacement par son vice-président, du même parti, jusqu'à la fin de son mandat en 2019.

Le Conseil national électoral (CNE) devait annoncer vendredi les dates exactes - il a déjà indiqué que ce serait pour fin octobre - auxquelles l'opposition doit tenter de réunir

quatre millions de signatures (20% de l'électorat) en trois jours, ultime étape avant de pouvoir convoquer la consultation.

Mais le CNE a une fois de plus, tard jeudi, reporté sa décision. Il a affirmé dans un communiqué que ses fonctionnaires étaient menacés en raison d'appels de l'opposition à des manifestations vendredi devant les bureaux de cet organisme, dont plusieurs sièges ont été attaqués depuis avril.

Le travail reprendra lundi, a annoncé le CNE, sans préciser s'il fixerait à ce moment une date pour le référendum, unique moyen selon l'opposition de trouver une issue pacifique à la violente crise économique et sociale qui secoue le pays.

La MUD accuse le CNE de retarder le processus et de multiplier les obstacles pour défendre le président Maduro.

## Sommet des Non-Alignés

Ce nouveau report intervient alors que le Venezuela s'apprête à accueillir samedi et dimanche, sur l'île de Margarita (nord), le 17e sommet du Mouvement des Non-Alignés: un

rendez-vous diplomatique qui ne devrait pas réussir à masquer son isolement international, renforcé par la récente décision du Mercosur, le marché commun sud-américain, de le priver de présidence tournante.

Le vice-président du Venezuela a déclaré jeudi que le référendum ne pourrait pas avoir lieu en 2016, faute de temps.

"Cette année il n'y aura pas de référendum, (les opposants) n'ont pas le temps", a affirmé Aristobulo Isturiz lors d'une conférence de presse.

"Cette semaine est cruciale pour notre pays. Il y a deux alternatives ici: ou on respecte la loi ou nous n'aurons pas d'autre choix que d'aller manifester avec force", avait prévenu lundi le porte-parole de la MUD, Jesus Torrealba.

Le vice-président vénézuélien, Aristobulo Isturiz, a d'ores et déjà estimé, au cours d'une conférence de presse jeudi sur l'île de Margarita, qu'il n'y aurait pas de référendum révocatoire en 2016 car l'opposition n'aurait pas le temps d'obtenir sa convocation.

Après le recueil de signatures, l'organisme aura un mois pour les vérifier, puis jusqu'à trois pour convoquer le référendum.

S'il allonge les délais au maximum et organise la consultation en février ou mars 2017, les analystes préviennent du risque d'explosion sociale alors que la population est lassée après 17 ans de chavisme (du nom du défunt président Hugo Chavez, 1999-2013).

"Je ne sais pas ce que va faire le CNE, mais s'il annonce un calendrier qui reporte le référendum à 2017, il provoquera une situation terrible dans la rue. Les gens sont très inquiets, angoissés", explique à l'AFP Milagros Betancourt, experte en relations internationales.

Selon l'institut de sondages Datanalisis, 80% des Vénézuéliens exigent un changement de gouvernement dans ce pays pétrolier dont l'économie a sombré avec la chute des cours du brut.

## Plan de ravitaillement

Chaque jour, les habitants doivent patienter des heures devant les magasins et les pharmacies, se désespérant face à une pénurie qui touche huit produits de première nécessité sur dix.

L'inflation est elle devenue incontrôlable: après 180% en 2015, elle devrait exploser à 720% cette année selon le Fonds monétaire international (FMI).

Le gouvernement de M. Maduro, au pouvoir depuis 2013, dénonce une "guerre économique" menée par la droite et les milieux d'affaires, qui selon lui aggravent les pénuries pour faciliter un coup d'Etat à son encontre.

Le président a prorogé pour 60 jours, selon un communiqué publié jeudi, l'état d'exception instauré en janvier en raison de la crise économique.

Pour apaiser un peu le mécontentement populaire, M. Maduro a lancé avec l'armée un plan de ravitaillement, confié à 18 généraux, un par catégorie de produits: le riz, les haricots, le papier toilette...

"Nous sommes sur le point de faire échouer la guerre économique et cela désespère les secteurs radicaux", a assuré le vice-président Isturiz.

Il a promis que, dans les prochains mois, le pays assisterait "de manière progressive" au contrôle de l'inflation et à une réduction des files d'attente devant les magasins.

Pour l'opposition, les choses sont pourtant claires: il n'y aura pas de sortie de crise sans nouvelles élections.

"Au Venezuela, il y a une grave impossibilité de gouverner et l'unique manière sérieuse d'aborder cette crise est via la solution électorale. C'est pourquoi la date de collecte des signatures doit être le plus tôt possible", insiste Jesus Torrealba.

AFP

Philippines

# Appels à enquête après les révélations explosives d'un "tueur repentant"

Les appels à enquêter sur le président philippin Rodrigo Duterte se multipliaient vendredi après des accusations explosives selon lesquelles il a personnellement abattu un fonctionnaire et ordonné le meurtre d'un millier de personnes alors qu'il était maire.

Un homme se présentant comme un "tueur repentant" a raconté devant une commission sénatoriale jeudi que le président philippin avait lui-même tué un enquêteur du ministère de la Justice.

Edgar Matobato a également expliqué qu'il faisait partie d'un escadron de la mort qui avait tué un millier de personnes, délinquants et opposants, sur ordre de Rodrigo Duterte, 71 ans, à Davao, la ville du sud de l'archipel dont il était le maire.

"Il s'agit d'accusations graves et nous les prenons au sérieux, nous les examinons", a déclaré Mark Toner, porte-parole du département d'État américain.

L'organisation Human Rights Watch a réclamé l'ouverture d'une enquête de l'ONU.

"On ne peut attendre du président Duterte qu'il enquête sur lui-même. Il est donc crucial que les Nations unies soient chargées de mener de tels efforts", a déclaré Brad Adams, directeur pour l'Asie de HRW.

La commission sénatoriale philippine enquête sur les meurtres de plus de 3.000 personnes, victimes de la brutale campagne anticriminalité lancée par Rodrigo Duterte depuis son arrivée au pouvoir fin juin.

Le président philippin ne s'est toujours pas

exprimé sur les accusations du "repentant". Le ministre de la Justice Vitaliano Aguirre a qualifié son témoignage de "mensonges" et "d'inventions".

Rodrigo Duterte est de longue date accusé par les organisations de défense des droits de l'homme d'avoir joué un rôle dans le meurtre de plus d'un millier de petits délinquants à Davao, dont il a été le premier magistrat pendant l'essentiel des deux dernières décennies.

Durant la campagne électorale, il a tour à tour reconnu et démenti avoir joué un rôle dans les escadrons de la mort de Davao.

Edcel Lagman, membre de la Chambre des représentants, a appelé Duterte vendredi à désigner une commission indépendante

pour "établir les identités des auteurs de même que celles des victimes".

Le sort qui sera réservé au témoin reste incertain. Le président du Sénat Aquilino Pimentel, un allié de Duterte, a refusé de lui fournir une protection.

"Il n'y a rien qui montre que sa vie ou sa sécurité soient menacées", a-t-il déclaré à l'AFP, soulignant que son témoignage n'avait rien à voir avec les meurtres récents sur lesquels enquête la commission de la chambre haute. Ce n'est pas l'avis de la sénatrice Leila de Lima, qui dirige la commission. "Je veux que la nation toute entière sache (que ces meurtres) ressemblent à ce qu'il s'est passé à Davao. Il y a une constante".

AFP

# Le Président du Conseil l'Union européenne rejoint la campagne pour renforcer les forces armées de l'UE



**Mardi soir, le Président du Conseil l'Union européenne (UE), Donald Tusk, a adressé une lettre aux chefs d'État de l'UE, pour les inviter au sommet vendredi à Bratislava. Citant des entretiens avec des responsables européens qui témoignent d'un désarroi politique généralisé, Tusk a déclaré que la sortie britannique de l'UE avait déclenché une crise historique de toute l'Union.**

Par Alex Lantier

**"C**e serait une erreur fatale de supposer que le résultat négatif du référendum au Royaume-Uni est un problème spécifiquement britannique," a-t-il écrit. Il a ajouté : " Les Européens veulent savoir si l'élite politique peut rétablir son contrôle sur des événements et des processus qui les accablent, les désorientent, et parfois les terrifient. Aujourd'hui beaucoup de gens, et pas seulement au Royaume-Uni, pensent qu'appartenir de l'Union européenne nuit à la stabilité et à la sécurité. "

La seule référence dans la lettre à la détresse et la colère sociales de la population européenne, lors de la plus profonde crise capitaliste depuis les années 1930, est la suivante : " Nos citoyens exigent également de l'UE qu'elle protège mieux leurs intérêts économiques et sociaux. "

Tusk a déclaré ensuite que la crise de l'UE est si profonde qu'elle menace la survie de la démocratie en Europe : " L'histoire nous a appris que cela peut produire un virage massif contre la liberté et d'autres valeurs fondamentales de l'Union européenne. " Quinze ans après les attentats du 11 septembre, il a avoué que la " guerre contre le terrorisme " renforce le néo-fascisme. " La promesse d'une répression impitoyable contre le terrorisme ", a-t-il écrit, " est devenu

l'un des principaux slogans des extrémistes de droite. "

La réaction de Tusk à sa propre évaluation de la crise souligne la faillite historique de l'UE. Ayant avoué que l'hystérie sécuritaire et anti-immigré de la bourgeoisie européenne renforce les néo-fascistes et la montée de régimes autoritaires, il a appelé à continuer précisément dans cette voie, en renforçant les forces armées et la police et en intensifiant la répression des réfugiés.

" A présent, le contrôle de nos frontières prime sur tout, c'est à la fois pratique et symbolique, " a-t-il déclaré. Attaquant les défenseurs du droit d'asile, il a dénoncé les " déclarations politiquement correctes selon lesquelles l'Europe ne doit pas être une forteresse " et applaudi ceux qui veulent bloquer la fuite des réfugiés de Syrie et d'Irak vers l'Europe via les Balkans.

Tusk s'est aligné tacitement sur le consensus au sein de la classe dirigeante européenne en faveur des provocations belliqueuses de l'OTAN contre la Russie et de l'austérité sociale. Il n'a rien dit sur les dizaines de millions de chômeurs en Europe, et sur le danger d'un affrontement militaire entre l'OTAN et la Russie, soit sur les frontières de la Russie soit en Syrie, alors que l'OTAN intensifie ses interventions à la fois en Europe orientale et au Moyen-Orient.

Avec la lettre de Tusk, l'UE soutient les propositions de Berlin et Paris, qui veulent inverse l'éclatement de l'UE en la transformant en alliance militaire capable de mener de grandes guerres à l'étranger et des opérations de police à grande échelle à l'intérieur de l'Europe.

De même, le Président de la commission des affaires étrangères du Parlement européen, Elmar Brok, a dit vouloir développer les capacités militaires et l'UE et intervenir en Syrie.

Il a attaqué l'UE, qu'il juge " trop faible " et sans " aucun pouvoir politique " : " Je souhaite que le discours demain de Jean-Claude Juncker au Parlement européen et tous les chefs d'État et de gouvernement réunis cette semaine à Bratislava mettent fin à cela, et construisent une politique de sécurité et de défense européenne, des structures communes, pour que nous jouions un rôle, aussi quand nos intérêts et nos valeurs sont en jeu ... Je sais que l'opposition syrienne attend

que les Européens apparaissent enfin et ne présentent plus ce terrible spectacle. "

De telles tentatives désespérées de transformer l'UE en régime militaro-policier témoignent d'un effondrement historique du capitalisme. Vingt-cinq ans après la dissolution de l'URSS par la bureaucratie stalinienne et la fondation de l'UE par le Traité de Maastricht en 1992, qui promettait de garantir la paix, la prospérité et la démocratie, la bourgeoisie européenne a renié ces promesses. Assailli par une crise économique insoluble, par les retombées de ses propres guerres, et par la montée de la colère sociale dans la classe ouvrière, elle mise tout sur la répression et la guerre.

L'incapacité de l'UE à contenir des conflits historiques dans son sein domine les relations internationales européennes. Avant la fondation de l'UE, Londres et Paris étaient terrifiés par la réunification de l'Allemagne. Le président français François Mitterrand a menacé le vice-chancelier allemand, Hans-Dietrich Genscher, en disant que si Berlin refusait l'union monétaire voulue par Paris, l'Allemagne se retrouverait face à une alliance hostile de la France, la Grande-Bretagne, et la Russie contre elle, comme à la veille de la Première Guerre mondiale.

De tels conflits économiques et géostratégiques émergent à nouveau. La Grande-Bretagne doit se préparer à d'âpres négociations sur les conditions de sa sortie de l'UE ; les conflits montent aussi entre l'Allemagne, la France et les États d'Europe méridionale et orientale.

Mardi, alors que la presse allemande mettait en garde contre la formation d'un bloc potentiellement hostile en Europe du sud qui comprendrait les 2e et 3e économies de la zone euro, la France et l'Italie, le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères, Jean Asselborn, a exigé une sortie hongroise de l'UE. Il a dit que les politiques anti-immigré réactionnaires du Premier ministre hongrois Victor Orbán mettaient les droits de l'homme en danger.

Dans Die Welt, Asselborn a déclaré qu'en Hongrie, " des gens qui fuient la guerre sont traités presque pire que les animaux sauvages. " Il a attaqué la barrière construite autour des frontières de la Hongrie, " toujours plus longue, plus haute et plus dangereuse. La Hongrie n'est pas

loin de tirer sur les réfugiés. "

Se plaignant que l'UE prétend " défendre certaines valeurs en dehors de ses frontières, mais elle n'est plus capable de les faire valoir chez elle, " il a dit : " Ça serait bien si les règles étaient modifiées de sorte que la suspension de l'adhésion d'un État membre de l'UE ne soit plus nécessairement décidée à l'unanimité [parmi les autres États membres de l'UE] ".

Les propos d'Asselborn illustrent la propagande hypocrite des pays de l'UE, qui se bousculent pour défendre leurs intérêts géostratégiques. En attaquant les Hongrois, il n'a pas expliqué pourquoi l'UE n'expulserait pas, par exemple, la France - qui démantèle des camps de réfugiés à Calais, construit des barrières pour empêcher les réfugiés d'aller en Grande-Bretagne, et envoie la police les attaquer.

Der Spiegel a mis en garde contre le sommet d'Athènes le 9 septembre entre la France, l'Italie, la Grèce, l'Espagne, le Portugal, Chypre et Malte, dans un article intitulé " La nouvelle force du Club Med ". Le magazine a souligné la proposition du président français, François Hollande, de lancer un " programme de croissance économique " et du Premier ministre italien, Matteo Renzi, pour un fonds d'investissement de 50 milliards d'euros.

Berlin " a perdu un puissant allié, la Grande-Bretagne, lors du Brexit ", écrivait Der Spiegel, ce qui renforce les appels en provenance d'Europe du Sud pour un assouplissement de l'austérité. " Nous sommes plus de la moitié de l'UE, " a dit Renzi, " ça nous donne du poids. "

En fait, Hollande, Renzi, et leur hôte, le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, représentent tous des gouvernements impopulaires qui ont imposé l'austérité aux travailleurs pour nourrir les profits des banques, dont ils représentent les intérêts. Alors que s'intensifie la bataille au sein des classes dirigeantes pour le partage des profits, leurs remarques ont attiré une réplique sèche du ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble : " Quand les dirigeants des partis sociaux-démocrates se rencontrent, on ne doit s'attendre à rien de terriblement intelligent. "

A. L.

Maison Blanche

# Clinton, rétablie, tente de stopper l'ascension de Trump

**Hillary Clinton a tenté jeudi lors de ses premiers déplacements depuis sa pneumonie de donner une raison positive aux électeurs de voter pour elle, attaquant un Donald Trump en pleine ascension dans les sondages.**

Ovationnée par 1.500 partisans à Greensboro, en Caroline du Nord, la candidate démocrate à la Maison Blanche a ironisé sur son repos forcé de quatre jours. «A deux mois de l'élection, rester chez moi était la dernière chose que j'avais envie de faire», a-t-elle lancé.

Mais elle a exploité ce temps de réflexion pour prendre la mesure des enjeux de la campagne, a-t-elle assuré, et du danger posé selon elle par le milliardaire républicain, traité de «showman».

«Je finirai la campagne comme j'ai commencé ma carrière et comme j'assumerai la présidence, si j'en ai l'honneur: en aidant les enfants et les familles», a-t-elle déclaré.

«Nous proposons des idées, pas des insultes», a-t-elle dit.

D'une voix posée et ferme, Hillary Clinton a livré un discours relativement court, 23 minutes, passant seulement cinq minutes à serrer les mains de ses supporters à la fin, alors qu'elle a pu consacrer plus de 20 minutes à cet exercice dans le passé.

Elle a annoncé de nouveaux meetings la semaine prochaine, dans des Etats où Donald Trump a réduit voire annulé l'écart, dont la très cruciale Floride.

La candidate a aussi accordé une courte conférence de presse dans laquelle elle a



défendu sa décision de ne pas informer vendredi dernier son colistier, Tim Kaine, qu'elle avait une pneumonie. «Beaucoup de gens continuent de travailler en étant malades, c'est ce que je pensais faire, je ne voulais pas m'arrêter», a-t-elle martelé.

La toux qui la poursuivait a disparu, mais sa gorge s'est trouvée enrouée lors de brefs instants. Après une pause à sa résidence de Washington, elle a profité d'un discours devant une organisation politique hispanique pour dénoncer «l'intolérance et la haine» et

les «mensonges racistes» de Donald Trump.

Le refus renouvelé du magnat de reconnaître que Barack Obama est bien né aux Etats-Unis, lors d'une interview peu auparavant au Washington Post, a apporté de l'eau à son moulin.

«Cet homme veut être notre président? Quand allons-nous stopper ces horreurs, ce sectarisme?», a-t-elle demandé, levant la voix. «Il a essayé de remettre les compteurs à zéro de nombreuses fois. C'est tout ce dont il est capable. Il n'a pas changé».

## Déficit d'ardeur

L'enjeu des prochaines semaines est de mobiliser à nouveau l'électorat de gauche et les jeunes, car les quelque six points d'avance de la mi-août ont quasiment disparu dans les sondages.

Elle fait jeu égal avec Donald Trump au niveau national dans une étude CBS/New York Times. Etat par Etat, selon le système de scrutin indirect, la situation reste plus favorable à la démocrate. Mais il lui faut stopper l'hémorragie.

L'incident médical l'a forcée à annuler une tournée dans l'ouest du pays et à publier un nouveau bulletin de santé, mercredi. Selon son médecin, l'ancienne secrétaire d'Etat de bientôt 69 ans est apte à assumer la fonction présidentielle, en excellente santé.

Jeudi, c'était au tour de Donald Trump de publier les résultats de son examen médical. Bilan: le milliardaire de 70 ans est lui aussi en «excellente santé». Son cholestérol est sous contrôle mais il est en surpoids, pesant 107 kilos pour 1,90 m. Hillary Clinton n'a pas divulgué son poids.

Donald Trump a ouvertement remis en cause le niveau d'énergie de la candidate, y compris depuis son malaise.

Politiquement, Hillary Clinton doit surtout faire oublier sa gaffe sur les électeurs «pitoyables» de Donald Trump. C'est ainsi qu'elle a qualifié la moitié des partisans de son adversaire vendredi dernier, déclenchant un tollé à droite.

Jeudi, elle a attaqué Donald Trump pour avoir affirmé qu'une femme pasteur qui l'avait interrompu la veille à Flint (Michigan) avait perdu ses nerfs. «Insultant», a-t-elle dénoncé.

Mais face à ces escarmouches, les électeurs ne semblent guère enthousiastes. Selon le sondage New York Times, 64% des Américains trouvent le choix Trump «risqué». La moitié ont la même opinion de l'ancienne chef de la diplomatie.

AFP

Mexique

## Les habitants dans la rue pour réclamer la démission du président

Des milliers de mexicains ont manifesté jeudi à Mexico pour exiger le départ du président Enrique Peña Nieto, dénonçant la corruption et les violences liées au trafic de drogue et lui reprochant surtout d'avoir accueilli le candidat républicain Donald Trump. Scandant «Démission maintenant» et agitant des drapeaux mexicains noircis, les manifestants ont avancé en direction du Palais national où le président devait célébrer dans la soirée le «grito», le cri de l'indépendance poussé en 1810. «Nous sommes indignés et honteux que Trump soit venu ici comme un chef d'Etat» regrettait de son côté Ismael Padilla, 49 ans, principal-adjoint d'un collège, cité par l'AFP.

Le candidat républicain à la Maison Blanche avait irrité les Mexicains en exigeant que leur gouvernement paie pour un mur entre les deux pays et en qualifiant les migrants de «violeurs». Le président Peña Nieto, qui a pris ses fonctions en décembre 2012, a vu sa popularité s'effondrer à 23% d'opinions positives, selon un récent sondage du quotidien Reforma. La controversée visite de Donald Trump, le 31 août, a suscité l'indignation d'une grande partie des Mexicains et poussé à la démission le ministre des Finances Luis Videgaray, instigateur supposé de la venue à Mexico du candidat républicain à la Maison Blanche. **R. I.**

Brésil

## Lula voit dans son inculpation un mobile politique

L'ancien président brésilien Luiz Inacio «Lula» da Silva a qualifié jeudi son inculpation pour corruption de pure fabrication destinée à détruire sa carrière politique. «Prouvez que je me suis rendu coupable du moindre fait de corruption et j'irai dans un commissariat de police pour me rendre», a dit Lula lors de sa première apparition publique depuis son inculpation la veille.

L'ancien président, qui reste la personnalité politique la plus populaire au Brésil malgré l'implication de son Parti des travailleurs dans la vaste affaire Petrobras, a été inculpé mercredi pour corruption et blanchiment dans le cadre de l'enquête sur le scandale des rétro-commissions au sein de la compagnie pétrolière publique, via un

groupe de BTP qui lui aurait notamment acheté et rénové un appartement dans une station balnéaire. Lula a eu les larmes aux yeux jeudi en rappelant sa jeunesse marquée par la faim, avant sa carrière de dirigeant syndical, la fondation du plus grand parti de gauche d'Amérique latine puis son élection à la présidence du Brésil en 2002. Il a promis de collaborer avec les enquêteurs en assurant n'avoir commis aucun délit. Il a aussi réclamé le respect pour sa femme, également inculpée. Lula n'a pas exclu de se présenter à la prochaine élection présidentielle en 2018 mais une condamnation pourrait le rendre inéligible pour huit ans.

Reuters

Corée du Nord

## Pyongyang prêt à la "contre-attaque" face à Washington

La Corée du Nord est prête pour la «contre-attaque» face à la «provocation» des Etats-Unis, a assuré jeudi son ministre des Affaires étrangères, Ri Yongho, lors du sommet du Mouvement des Non-Alignés au Venezuela.

«Le peuple de Corée a indiqué que nous sommes prêts pour faire une contre-attaque, contre la provocation des ennemis», a déclaré le chef de la diplomatie nord-coréenne, qui intervenait dans une réunion de ministres des Affaires étrangères préalable au sommet prévu ce week-end sur l'île de Margarita (nord), selon la traduction d'une interprète.

La mise en garde survient après le sur-

vol mardi de bombardiers américains dans le ciel sud-coréen, en réaction à un cinquième essai nucléaire par Pyongyang.

Le ministre Ri a justifié ces essais face à ce qu'il a dénoncé comme «des menaces» de Washington, qui avait effectué des vols similaires à ceux de mardi en réponse aux précédents essais nucléaires. «Il était inévitable que la République démocratique de Corée utilise l'option de l'armement nucléaire après avoir tout fait pour sauvegarder la sécurité nationale, au vu des menaces constantes des Etats-Unis», a-t-il affirmé.

Selon lui, les essais font partie d'une politique de «légitime» défense car les

exercices militaires américains ont placé la péninsule coréenne «en danger et hors de contrôle». «Notre armement nucléaire n'est pas en contradiction avec la position du Mouvement des Non-Alignés, qui est anti-nucléaire et anti-prolifération», a estimé le ministre, face à ses homologues et aux délégués des 120 pays qui forment cette organisation née durant la Guerre froide. Les troupes américaines sont présentes en Corée du Sud depuis la guerre de 1950-53, qui a pris fin avec un armistice et non un traité de paix. Environ 28.000 militaires américains sont actuellement déployés sur la péninsule.

AFP

Composée de six tomes

# Une encyclopédie et un dictionnaire de l'art en voie d'édition

Une encyclopédie et un dictionnaire de l'art sont en voie d'édition à Oran, a-t-on appris de l'auteur, enseignant en arts plastiques, Nasreddine Bentayeb.



Les deux ouvrages consistent en une encyclopédie en langue nationale de six tomes et un dictionnaire de plus de 1.000 pages offrant la traduction des termes de l'art dans deux sens (français-arabe-français), a précisé à l'APS ce spécialiste également président de l'Association locale des arts plastiques "Le Libre Pinceau".

Les deux publications se proposent de contribuer à l'enrichissement des fonds documentaires relatifs aux arts, tous types confondus, dont la

peinture, la sculpture, le théâtre, l'architecture et le cinéma, a-t-il expliqué.

L'auteur a déjà à son actif plusieurs ouvrages sur l'art pictural, dédiés notamment au patrimoine rupestre du pays, aux précurseurs de la peinture algérienne contemporaine dans les courants artistiques dits "naïf", "aouchem" et "figuratif", ainsi qu'à l'impressionnisme et à l'histoire de l'art depuis la Renaissance.

L'association "Le Libre Pinceau", présidée par M. Bentayeb ŷuvre, depuis sa création en 2001, à la promo-

tion des jeunes talents à travers des ateliers et un concours annuel sanctionné par un salon national de la peinture des enfants.

Plus de 17.000 élèves des quatre coins du pays ont déjà pris part aux concours animés sous divers thèmes, dont les jeux traditionnels, les symboles culturels islamiques (en marge de la manifestation internationale "Tlemcen, capitale de la culture islamique 2011"), et "le Prix de la Liberté" (2012, à l'occasion de la célébration du 50ème anniversaire de l'Indépendance).

Les œuvres des lauréats de la précédente édition du Salon, tenue en décembre dernier sous le thème "Non au terrorisme routier", seront prochainement publiées dans un recueil valorisant les messages de sensibilisation des jeunes talents vis-à-vis de l'importance du code de la route.

Pour rappel, l'édition 2007 de ce Salon avait permis aux organisateurs de débusquer vingt dessinateurs algériens talentueux dont les ŷuvres ont été par la suite exposées à la Biennale internationale de Beyrouth (Liban). Y. A.

Plusieurs établissements concernés

## Installation de nouveaux directeurs de musées

De nouveaux directeurs et chargés de gestion ont été nommés jeudi à la tête de plusieurs musées publics, indique un communiqué du ministère.

Ce changement à la tête de ces établissements a touché treize musées d'Alger, de Constantine et de Sétif, entre autres, en plus du Centre des arts et de la culture du Palais des rais (Bastion 23).

Ainsi, Zahir Harichène a été installé à la tête du Musée public national du Bardo (Alger), Rabah Drif au Musée Nasr Eddine Dinet de M'sila, alors que Samir Dendane, est nommé nouveau directeur du Musée public national de l'enluminure et de la miniature d'Alger en remplace-

ment de Mustapha Benkahla.

D'autre part, Meriem Bouabdellah a été installée en tant que chargée de gestion au Musée public national d'art moderne et contemporain d'Alger (Mama) en remplacement de Mohamed Djehiche et Chadia Ben Kharfallah, jusque-là directrice du Musée des arts et expressions culturelles de Constantine, a quant à elle pris ses nouvelles fonctions à la tête du Musée public national de Sétif.

Par ailleurs, Boukhamès Hadja a été désignée chargée de gestion au Musée public national des antiquités en remplacement de Houria Cherrid, alors que Boualem Belacheb, ex directeur du Musée des arts et des traditions popu-

laires de Médéa remplace Azzedine Antri à la tête du Centre des arts et de la culture du Palais des rais.

Le ministre de la Culture qui a présidé la cérémonie d'installation a indiqué que cette réorganisation "s'inscrivait dans le cadre de la "mise en œuvre de la feuille de route sur la protection et la valorisation du patrimoine".

Insistant sur l'importance de la communication, M. Mihoubi a appelé à une "étroite collaboration des musées avec notamment le ministère de l'Education et celui du Tourisme et de l'Artisanat afin d'inculquer la culture muséale chez les élèves".

Reda A.

Marionnettes

## Présentation prochaine de la pièce "El assifa echemsia"

La coopérative du théâtre de marionnettes et de cinéma d'Oran s'appête à présenter, prochainement en avant première, sa nouvelle production, la pièce de marionnettes "El Assifa echemsia" (tempête solaire), a-t-on appris jeudi de son réalisateur, Saïd Missoum.

La coopérative est actuellement à la recherche d'un espace propice pour présenter cette pièce, a-t-il indiqué souli-

gnant que la nouvelle technique qu'adopte cette oeuvre nécessite certaines conditions dont notamment la qualité d'éclairage. La réflexion tourne autour de l'organisation de ce spectacle à la salle de théâtre de Saida. La présentation en avant-première de cette ŷuvre était prévue en début de semaine courante au théâtre régional "Abdelkader Alloula" d'Oran puis annulé pour un problème technique, selon l'intervenant qui a ajouté que le

spectacle a été filmé sans public. Cette pièce de marionnettes traite des comètes, du mouvement des planètes à travers un récit inspiré de la fiction et une vision future où des marionnettes interprètent le rôle des étoiles, des planètes et du soleil. Elle aborde le thème de la coopération et la solidarité entre planètes et étoiles dans l'espace aux enjeux universels. Les marionnettes sont vêtues de costumes de cosmonautes dans

un décor dominé par le noir et blanc. Cinq artistes manipuleront les 15 marionnettes interprétant ce spectacle, qui devra participer au festival national des marionnettes prévu du 23 au 28 novembre prochain à Ain Témouchent.

A noter que la coopérative des marionnettes et du cinéma d'Oran a déjà à son actif d'autres œuvres dont "Cirque des marionnettes", "Ness Liness" et "Virée en Algérie".

H. R.

"Filmfest" de Hambourg (Allemagne)

## Le film "Kindil El Bahr" sélectionné

Le court métrage de fiction "Kindil El Bahr" du réalisateur franco-algérien Damien Ounouri est sélectionné au 24e Festival "Filmfest" de la ville de Hambourg (nord de l'Allemagne), prévu du 29 septembre au 8 octobre prochains, selon les organisateurs du festival. Le film sorti en 2016 est programmé aux côtés d'œuvres d'Egypte, de Pologne, d'Iran ou encore du Canada dans "Kaleidoscope", une des treize sections du festival dédiée aux films proposant "des idées humaines dans différentes cultures et contextes politiques", selon le site Internet de la manifestation. Basé sur un scénario coécrit par le réalisateur et la comédienne algérienne Adila Bendimred, le film évoque en s'inspirant des codes du cinéma fantastique la condition de la femme à travers l'histoire de Nafissa, battue à mort par un groupe d'hommes sur une plage.

Salué par la critique en Algérie et à l'étranger, il a été projeté en mai dernier à la Quinzaine des réalisateurs au 69 Festival de Cannes et plus récemment au 14e Rencontres cinématographiques de Bejaia, tenues en septembre.

Fondé en 1992, le "Filmfest" de Hambourg propose chaque année près de 140 œuvres cinématographiques et télévisuelles d'Allemagne et de différents pays, du "films d'auteur sophistiqué aux films novateurs destinés au grand public", selon ses organisateurs.

R. N.

Sud tunisien

## L'Homo sapiens présent, il y a près de 100.000 ans

Des pièces attestant de la présence de l'Homo sapiens, l'homme moderne, dans l'actuel sud de la Tunisie il y a près de 100.000 ans ont été mises au jour par des chercheurs tunisiens et britanniques, ont rapporté jeudi des médias auprès de l'un d'eux.

Cette découverte pourrait aider à mieux cerner la mobilité de l'Homo sapiens, apparu il y a 200.000 ans en Afrique de l'Est et qui se serait aventuré au-delà de ce continent aux alentours de 65.000 ans avant notre ère, selon des estimations scientifiques communément admises. Effectuées durant une année et demie près de Tozeur (sud-ouest de la Tunisie) les fouilles ont permis d'identifier un site de 6.000 m<sup>2</sup>, a déclaré Nabil Guesmi, co-responsable du projet avec l'Institut tunisien du patrimoine (INP) et des chercheurs d'Oxford. "Nous avons trouvé des ossements témoignant de la présence d'une faune typique de la savane (rhinocéros, zèbres...), et donc d'eau douce", explique M. Guesmi, enseignant-chercheur à l'université de Sousse (est). D'autres pièces dont des outils constitués de silex, généralement utilisés pour la chasse par l'homme moderne, ont également été découverts sur ce site et "attestent de la présence de l'Homo sapiens", a ajouté le chercheur tunisien. Selon Nabil Guesmi, le recours à la datation par thermoluminescence, une technique scientifique communément utilisée pour dater des objets de la Préhistoire, a en outre permis de conclure que certaines de ces découvertes remontaient à "92.000 ans avant notre ère". Il s'agit d'une "première" pour l'Atérien, une culture présente en Afrique du Nord dont il était jusque-là admis qu'elle ne s'étirait pas au-delà de 65.000 ans avant JC. Cette période a été définie il y a près d'un siècle par un préhistorien français dans le cadre de ses travaux en Afrique du nord. Le nom de cette culture provient du site de Bir el-Ater, en Algérie. La zone fouillée par l'équipe tuniso-britannique est comprise entre l'oasis tunisienne de Nefta et la frontière algérienne. Les pièces découvertes en font le plus ancien site tunisien où la présence de l'homme moderne est attestée. En Afrique du nord, les plus anciens restes humains ont été trouvés au Maroc, à Témara (nord-ouest), il y a quelque 160.000 ans. D'après l'INP, le site de Nefta est susceptible de fournir des indications sur l'une des "voies de passage" empruntée par l'Homo sapiens dans la région.

H. A.

## PAROLES DE FEMMES

«Il y a souvent plus d'angoisse à attendre un plaisir qu'à subir une peine.»

Colette



## FEMMES

ILS ONT DIT :

«Attendre est encore une occupation. C'est ne rien attendre qui est terrible.»

Cesare Pavese

ACTUS-FEMMES Page animée par Tinhinan

UN BABY BUMP QUI EN DIT LONG

## Marion Cotillard est enceinte

5 ans après la naissance du petit Marcel, Marion Cotillard et Guillaume Canet attendent un nouvel heureux événement.

C'est l'actrice française la plus en vue en cette rentrée, la seule actrice européenne à réussir une carrière américaine, à l'affiche de pas moins de quatre films prometteurs en cette fin d'année. Ainsi, chaque mois, Marion Cotillard se dévoilera sous un jour nouveau jusqu'à Noël.

Dans Assassin's Creed (fin décembre), de Justin Kurzel, et avec Michael Fassbender à ses côtés, dans Alliés, de Robert Zemeckis, et avec Brad Pitt (excusez du peu) à la réplique, (fin novembre), et aussi dans Mal de pierres, de Nicole Garcia (fin octobre), et le très attendu Juste la fin du monde du talentueux réalisateur canadien Xavier Dolan, déjà deux fois primé à Cannes très prochainement (en salles le 21 septembre prochain). Autant dire qu'elle travaille à un rythme effréné, elle qui débute encore le tournage du réalisateur Arnaud Desplechin pour son prochain film Les fantômes d'Ismaël. Mais malgré cet agenda de ministre, l'actrice, qui fêtera ses 41 ans le 30 septembre prochain, pourrait bien être obligée de calmer le jeu, et de se mettre au repos forcé d'ici quelques mois. Selon Closer, en kiosques aujourd'hui, la jolie mère est en effet enceinte de plusieurs mois.

Cinq ans après la naissance de son fils Marcel, fruit de son union avec l'acteur réalisateur Guillaume Canet, Marion Cotillard se préparerait donc à agrandir sa famille. Connaissant les règles drastiques que se sont fixées les deux amoureux concernant leur vie privée, il est fort probable que l'on n'en sache pas plus dans les semaines à venir. Mais nul doute que l'on découvrira avec plaisir la naissance de ce nouveau chérubin, en photo, comme sur ce cliché de Marion Cotillard, où l'on aperçoit les jambes (et rien de plus) de son petit Marcel, en pleine sieste!

## DÉPRESSION SAISONNIÈRE :

## Calmer les fringales grâce aux médecines douces



**V**ous essayez de compenser le manque de sommeil par des aliments gras et sucrés qui vous réconfortent ? Les médecines douces peuvent vous aider à moins grignoter pour éviter d'avoir le moral dans les chaussettes quand il sera l'heure de ressortir le maillot de bain...

## LES SOLUTIONS EN PHYTOTHÉRAPIE

La valériane aide à lutter contre l'hyperphagie et l'insomnie. À prendre sous forme de gélules, selon la posologie indiquée par le laboratoire. Évitez les tisanes, car la valériane a un

goût très particulier et sa racine perd ses vertus en séchant.

## LES SOLUTIONS EN AROMATHÉRAPIE

Mélangez 0,5 ml d'HE de cannelle de Chine, 1 ml d'HE de camomille noble, 0,5 ml d'HE de mandarine et 7 ml d'huile d'olive. Prenez une goutte de ce mélange à chaque fois que vous avez envie de grignoter.

## LES REMÈDES EN HOMÉOPATHIE

2 granules d'anacardium orientale 9 CH quand l'envie de manger se fait ressentir.

## QUEL COMPLÉMENT ALIMENTAIRE

## PRENDRE ?

Prenez une ou deux gélules de konjac une demi-heure avant chaque repas pour profiter de ses effets coupe-faim.

## LES ALIMENTS À METTRE DANS L'ASSIETTE

À table, mangez à votre faim. Faites la part belle aux pâtes, de préférence semi-complètes. Plus riches en minéraux et en vitamines, elles sont plus rassasiantes. Pensez au coulis de tomates, aux purées surgelées cuisinées sans ajout de sel ni de matières grasses. Il suffit d'y verser un peu de lait ou de crème allégée et

d'épices (muscade, curry, cumin...) ou d'herbes pour obtenir une délicieuse sauce minceur.

## LES BONS RÉFLEXES À ADOPTER

L'hyperphagie est souvent due au stress et à l'anxiété mais, plus étonnamment, elle est aussi favorisée par un manque de sommeil. Veillez à réunir toutes les conditions propices à un sommeil profond et réparateur. Pas de dîners trop tardifs ni trop copieux, pas de sport ni d'activités sur l'ordinateur ou la tablette numérique avant d'éteindre la lumière. Pensez également à aérer la chambre 10 minutes avant de vous glisser sous les draps.

## SOINS

## DÉCOUVREZ LES BIENFAITS BEAUTÉ DU FROMAGE BLANC

**L**es vertus du fromage blanc sont insoupçonnées, très efficace en masque pour la peau, et pour combattre la cellulite. Le fromage blanc a ses vertus beauté. En masque pour la peau, ou en application sur la cellulite, ce produit possède en effet de nombreuses qualités, souvent insoupçonnées.

## 1. UNE MINE RADIEUSE

Le fromage blanc est idéal pour réhydrater une peau terne et sèche, grâce à un masque rapide à réaliser et

très économique. Pour ce faire, il suffit de mélanger, dans un grand bol, 3 cuillères à soupe de fromage blanc battu, avec deux cuillères à soupe de miel et quelques gouttes de jus de citron. Appliquez ensuite cette préparation sur votre visage et laissez agir pendant 20 minutes. Pour finir, rincez à l'eau tiède. Résultat : une peau éclatante de beauté.

## 2. HALTE À LA CELLULITE

Autre vertu : le fromage blanc permet de combattre la cellulite. Il suffit, pour cela, de

mélanger cuillères à soupe de gros sel et de fromage blanc à 40% dans un bol. Appliquez ensuite cette préparation sur les zones désirées et laissez agir 25 minutes.

Une fois ce laps de temps écoulé, passez à l'étape rinçage. Pour parfaire le tout, n'hésitez pas à masser les mêmes zones, à l'aide d'une huile de karité.

Vous pouvez également les frictionner avec un peu de jus de citron. Opération à répéter deux fois par semaine, pour des résultats rapides.

**Les DÉBATS**

Quotidien national

d'information

Edité par la SARL  
MAHMOUDI INFO

Le fondateur

Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : http://www.lesdebats.com • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

## SPORTS

Ligue I Mobilis (3e journée)

## Les Sétifiens à l'Assaut des Canaris

La 4e journée de la Ligue I se poursuit aujourd'hui avec une grosse affiche qui se déroulera à la capitale des Hauts Plateaux entre l'ES Sétif et la JS Kabylie. Ce samedi donc, tous les regards seront braqués sur le stade du 8 Mai 1945 qui sera le théâtre d'une belle affiche prévue entre l'ES Sétif et la JS Kabylie. Co-leader au classement, les Sétifiens carburant très fort en ce moment et restent sur une retentissante victoire ramenée de Médéa, chez le nouveau promu. Les gars d'El Kahla tenteront de continuer sur cette même lancée et ajouter un autre succès qui leur permettra de rester dans le peloton de tête.

Face à l'une des équipes les plus en forme du moment, les Kabyles ont du souci à se faire surtout qu'ils restent sur un semi-échec à Tizi-Ouzou suite au nul concédé face à l'USMH.

Au vue des forces et des faiblesses des deux protagonistes, cette empoignée promet énormément. Quant à l'ESS, deuxième meilleure attaque (7 buts), reçoit la JSK, meilleure défense (0 but), le spectacle est quasi assuré.

Dans les autres rencontres, l'USM Alger, co-leader, sera l'hôte d'une équipe du CS Constantine (12e - 2 pts) qui connaît le retour de l'entraîneur français, champion du monde, Roger Lemerre.

A Bechar, la JS Saoura tentera de renouer avec le succès en accueillant l'O. Médéa. Les Sudistes auteurs d'une entame de saison en dent de scie partent favoris mais doivent cependant faire attention à un nouveau promu qui fait son apprentissage de la Ligue 1.

Pour sa part, le CA Batna, autre promu,

recevra une équipe de l'USM Harrach qui n'a encore goûté à la saveur de la victoire. Toujours à l'Est, le DRB Tadjenanet, révélation de la saison dernière, verra la visite de la lanterne rouge, le RC Relizane.

Concernant le match MO Béjaia - CR Belouizdad, il a été reporté en raison de la participation des Crabes à la demi-finale aller de la Coupe de la CAF. Les Béjaouis joueront dimanche (22h00) à domicile face à la formation marocaine du FUS Rabat.

Imad M.

## Programme des rencontres :

► Samedi :

A 16h30 :

CAB-USMH

DRBT-RCR

A 17h45 :

ESS- JSK

A 19h00 :

USMA-CSC

JSS-OM

MOB-CRB (reporté)

## Classement Fifa (septembre 2016)

## L'Algérie perd trois places et le leadership africain

La sélection nationale algérienne a reculé de trois places et se positionne au 35e rang au classement Fédération internationale de football (Fifa) pour le compte du mois de septembre, publié jeudi sur le site officiel de la première instance mondiale de la discipline. Les Algériens ont également perdu leur première place sur le plan africain au profit de la Côte d'Ivoire, 34e au classement mondial. Concernant les adversaires de l'Algérie dans les Éliminatoires du Mondial 2018, dont la première journée du 3e et dernier tour se jouera en octobre prochain, l'on constate que le Cameroun a régressé à son tour de 5 places pour occuper la 59e position. Le Nigeria, lui, gagne trois places pour remonter au 64e rang, tandis que la Zambie en perd une pour se retrouver 92e. Le podium est toujours dominé par l'Argentine, suivi de Belgique et d'Allemagne. Trois nations sud américaines, la Colombie, le Brésil et le Chili arrivent juste derrière, respectivement aux 4e, 5e et 6e places.



## Athlétisme

## Makhloufi table maintenant sur les JO de Tokyo

L'athlète algérien, Taoufik Makhloufi, double médaillé d'argent aux 1500 m et 800 m aux Jeux olympiques JO-2016 de Rio, arrivé en fin de semaine à Alger, a indiqué que son prochain objectif était les JO-2020 prévus à Tokyo.

«Je suis bien évidemment content et heureux d'avoir pu offrir ces deux médailles d'argent à l'Algérie, même si notre délégation pouvait faire mieux. C'est une satisfaction pour moi. Mon objectif est désormais les prochains JO-2020 à Tokyo», a déclaré Makhloufi à la presse peu après son arrivée à Alger. La performance du natif de Souk Ahras intervient quatre ans après le titre olympique du 1500 m conquis aux JO-2012 de Londres. Appelé à revenir sur ses déclarations fracassantes, accusant certains res-

ponsables du sport algérien d'avoir essayé de nuire à sa personne, tenues à l'issue de la finale du 1500 à Rio, Makhloufi a décidé de maintenir ses propos.

«Je ne reviens pas sur mes propos. Je pense que mon message a été reçu cinq sur cinq. La balle n'est pas dans mon camp, je suis un athlète qui doit se concentrer uniquement sur le terrain. Je suis ni responsable ni un politicien. J'ai dit ce que j'avais à dire. Pour le moment, je vais savourer mes deux médailles, après on en parlera», a-t-il ajouté.

Interrogé sur la performance de taille réalisée par l'athlète handisport Abdelatif Baka, sacré médaillé d'or au 1500 m, classe T13, aux Jeux paralympiques qui se déroulent actuellement à Rio, Makhloufi ne cachait pas sa joie après la consécration de son compa-

Ould Ali, Ministre de la Jeunesse et des Sports  
«L'heure est au bilan»

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, a relevé mercredi la nécessité de faire un bilan de la participation algérienne aux Jeux Olympiques JO-2016 de Rio (5-21 août) pour pouvoir «aller de l'avant et progresser».

«La moisson algérienne à Rio est importante mais elle reste insuffisante.

Désormais, il faudra se projeter vers l'avenir, mais d'abord il faut faire un bilan et un point de la situation en discutant avec les différentes fédérations, le Comité olympique (COA), les athlètes et même avec des experts, écouter tout le monde pour encore aller de l'avant pour progresser.» a déclaré Ould Ali au salon d'honneur de l'aéroport international Houari Boumediène d'Alger.

«Il faut faire en sorte de garder la courbe ascendante. L'Etat est là pour soutenir à accompagner le sport national», a-t-il ajouté.

M. Ould Ali s'exprimait à la presse à l'occasion de l'accueil réservé à Taoufik Makhloufi, double médaillé d'argent aux 1500 m et 800 m aux JO-2016 de Rio, offrant ainsi à l'Algérie les deux seules médailles.

«Je suis ici pour représenter le Premier ministre Abdelmalek Sellal. L'athlète Makhloufi a permis à l'Algérie de se classer à la 62e place parmi plus de 200 nations participantes. Je réitère les félicitations du gouvernement à Makhloufi, ainsi qu'à tous les autres athlètes qui ont représenté le pays aux JO-2016 de Rio», a-t-il souligné.

M. Ould Ali a réitéré par l'occasion ses «satisfactions» quant aux résultats obtenus par les Algériens à Rio.

D'autre part, le ministre de la Jeunesse et des Sports a qualifié «d'extraordinaire» les résultats enregistrés jusque-là par les athlètes algériens aux jeux Paralympiques qui se disputent actuellement à Rio (7-18 septembre).

«Les résultats réalisés sont extraordinaires, avec 11 médailles dont une en or et un nouveau record du monde. Nous avons mis tous les moyens à leurs dispositions, ils sont en train d'honorer l'Algérie comme il se doit. Un accueil chaleureux leur sera réservé à leur retour au pays», a-t-il conclu.

Finale 400m/T13  
Forfait de l'Algérien  
Abdellatif Baka

L'athlète algérien Abdellatif Baka a déclaré forfait pour la finale de l'épreuve du 400m, classe T13, prévue jeudi au stade olympique pour le compte de la 8e journée des jeux Paralympiques de RIO (7-18 septembre), a-t-on appris, mercredi soir auprès de l'entraîneur de l'athlète. Abdellatif Baka, champion paralympique et recordman du Monde des jeux de Rio dans l'épreuve du 1500m de sa classe, avait pris part à la demi-finale du 400m, terminant 3e en 50.15.

A la fin de la course, Baka s'est plaint de douleurs derrière les cuisses des deux jambes. Croyant juste que s'est du à la fatigue, son entraîneur lui prescrit une séance de massage juste après. Le lendemain mercredi au matin, l'athlète a bénéficié d'une séance de bain glacé afin de soulager davantage les muscles de l'effort de la précédente course, mais dans l'après-midi et pendant l'échauffement lors de la séance d'entraînement, le mal ressurgit, ce qui a nécessité, cette fois-ci, des examens approfondis aux urgences de la clinique du village paralympique.

«Malheureusement, les examens faits ont montré qu'Abdellatif souffrait d'une contracture au niveau des ischio-jambiers des deux jambes et un repos de sept jours lui a été prescrit. C'est une mauvaise nouvelle pour nous tous et surtout pour l'athlète qui voulait coûte que coûte aider ses deux compatriotes, Hamoumou Fouad et son propre jumeau Fouad Baka dans une finale inédite du 400m», a déclaré son entraîneur Abderrahmane Brahm.

De son côté, Abdellatif Baka a regretté que cette blessure soit intervenue juste avant une grande finale dans laquelle il voulait aider ses compatriotes à réussir d'autres podium. «C'est un coup dur pour moi. Je voulais courir cette finale, c'est vrai que ce n'est pas ma spécialité, mais une finale a son charme, surtout qu'on est trois algériens à y participer», a regretté Abdellatif, lançant à ses compatriotes que le podium leur tend les bras.

## Paralympiques-2016/Athlétisme

## Médaille d'or pour l'Algérienne Nassima Saifi

L'athlète algérienne Nassima Saifi a offert à l'Algérie sa 2e médaille d'or aux jeux Paralympiques-2016 en remportant l'épreuve du lancer de disque (dames - T57), en finale disputée jeudi au stade olympique de Rio de Janeiro, pour le compte de la 7e journée des joutes. La lanceuse algérienne a réalisé un jet de 33,33 m, devant respectivement

l'Irlandaise Barry Orla (2e: 30,06 m) et la Nigérienne Iyazi Eucharia (27,54m).

C'est la 2e médaille en vermeil de l'Algérie après celle remportée par Abdellatif Baka au 1500m, classe T13, qui a remporté la course en 3:48.29, avec en prime un nouveau record du monde (l'ancien 3:48.84 était par le Kenyan Korir David depuis sept 2012,

ndlr). Lors de cette journée, l'Algérie a ajouté à sa moisson une médaille de bronze acquise par Mohamed Hamoumou au 400 m (T13), en 48.04. Le podium de cette course est entièrement africain avec le Marocain Mohamed Amgoun, médaille d'or (47.15) et le Namibien Nam Mambala (47.21) médaille de bronze.



## Pour risque d'explosion Rappel d'un million de téléphones Samsung aux USA

Les Etats-Unis ont annoncé jeudi le rappel d'un million de smartphones de modèle Galaxy Note 7 de Samsung achetés avant le 15 septembre parce qu'ils présentent des risques d'explosion. La Commission américaine de protection des consommateurs (CPSC) précise que 92 incidents ont été enregistrés à ce jour dans le pays, dont 26 portent sur des explosions ayant entraîné des brûlures. L'autorité a annoncé que des opérations de rappel avaient également été décidées au Canada et au Mexique. Cinquante-cinq incidents ont endommagé des biens matériels, ajoute le régulateur qui précise qu'il y a eu des départs de feu dans des voitures et même dans un garage. "La batterie lithium-ion équipant le Galaxy Note 7 peut être en surchauffe et exploser, posant de sérieux risques de brûlures inattendues pour les consommateurs", explique la CPSC qui avait déjà exhorté la semaine dernière les Américains propriétaires d'un smartphone Galaxy Note 7 à éteindre leurs appareils et d'arrêter de s'en servir. Les consommateurs ont deux solutions: se faire remplacer le téléphone ou alors se faire rembourser, indique jeudi la CPSC. Samsung avait déjà lui-même pris les devants en annonçant un rappel de 2,5 millions de terminaux qui seront échangés après avoir suspendu le 2 septembre la vente de cette "phablette" (désignant la gamme de téléphones à mi-chemin entre le smartphone et la tablette). La décision américaine est un gros coup dur pour le fabricant sud-coréen qui a annoncé mercredi qu'il allait limiter la capacité de recharge des batteries afin d'éviter leur surchauffe et donc leur explosion.

R. N.

## Pèlerinage Décès de deux hadjis à La Mecque

Deux personnes, un octogénaire et un septuagénaire, sont décédées après avoir accompli les rituels du Hadj, a-t-on appris vendredi auprès du Consul général d'Algérie à Djeddah. Le hadji Abdelmadjid Khelifa, né en 1936 à Biskra est vivant à Ain Defla, est décédé vendredi à son hôtel, de retour de Minan où il a accompli les rituels et Tawaf el Ifadha à La Mecque, a précisé Abdelkader Kacimi El Hassani. La veille (jeudi), un autre hadji de la wilaya de Chlef, Bouferdj Ahmed (70 ans), est décédé également, de mort naturelle à son hôtel après avoir accompli son devoir religieux. Les défunts ont été enterrés à La Mecque après la prière du vendredi, a-t-on indiqué de même source. La mission algérienne déplore jusqu'au jour d'aujourd'hui le décès de sept hadjis dont une femme. Par ailleurs, un bébé, une fillette dénommée Ritadj Safa, est née jeudi à l'Hôpital de La Mecque, a-t-on appris du chef de la commission médicale relevant de la mission de l'Office national Hadj et Omra, Dr. Rabah Hamana, qui a regretté le fait que la dame, dont la grossesse était à son terme, soit passée inaperçue. Ce praticien a également, fait état de l'hospitalisation, à Minan, de cinq hadjis algériens ayant des infections pulmonaires dus notamment à la fatigue.

R. N.



Bouira

## L'enfant disparu à Taghzout retrouvé à Alger



L'enfant Arar Athmane âgé de 13 ans, porté disparu depuis mercredi à Taghout (est de Bouira), a été retrouvé jeudi à Alger, a-t-on appris vendredi auprès de sa famille. L'enfant a été retrouvé sain et sauf à Alger grâce à un jeune qui l'a reconduit à son domicile familial jeudi soir, a-t-on expliqué. Selon les témoignages des membres de sa famille, le petit

Athmane aurait quitté son domicile familial mercredi pour aller à Oran rendre visite à un de ses proches. Après son arrivée, l'enfant a directement été transporté à l'hôpital pour une visite médicale, selon les mêmes sources. Dans la wilaya de Blida, le parquet général a rejeté jeudi de "manière catégorique" une information rapportée par les réseaux sociaux faisant état de la disparition d'un enfant de

trois ans dans la commune d'Ouled Aich.

Un communiqué rendu public par cette institution indique que "pour éclairer l'opinion publique, le parquet général près la Cour de Blida réfute catégoriquement l'information diffusée dernièrement sur les réseaux sociaux, relative à la mise en ligne de la photo d'un enfant (M.Mouadh) de trois (3) ans, qui aurait disparu dans la commune d'Ouled Aich".

Selon les explications fournies dans le même document, des parties non identifiées ont remis en ligne, le 10 septembre courant, la photo d'un enfant, diffusée auparavant par sa propre famille, sur les mêmes réseaux, suite à sa disparition le 4 mai dernier, avant qu'il ne soit retrouvé sain et sauf, après un court laps de temps".

"Les investigations menées, alors, par la police judiciaire, poursuit le communiqué, ont conclu qu'il s'agissait d'une disparition accidentelle, non imputable à une quelconque partie".

Le parquet général a ordonné l'ouverture d'une enquête préliminaire pour identifier la source de cette rumeur et présenter ses auteurs devant la justice.

R. K.

## Affaire de l'enfant agressé à Tizi-Ouzou La présumée auteure placée sous contrôle judiciaire

La présumée auteure de l'agression contre l'enfant Jugurtha Hamama (7 ans) a été présentée au parquet de Tizi-Ouzou et placée sous contrôle judiciaire, a-t-on indiqué dans un communiqué diffusé jeudi par le tribunal de Larbaa n'Ath Irathen (25 km à l'est de Tizi-Ouzou), territorialement compétent.

Les faits remontent au 8 septembre en cours lorsque cet enfant a été agressé à l'arme blanche dans son village, Taboukert, dans la commune de Tizi Rached (20 km à l'est de Tizi-Ouzou), par la dénommée R Dj, lui causant des blessures graves au niveau de la tête ayant nécessité son hospitalisation et une intervention chirurgicale, selon des sources hospi-

talières.

La mise en cause dans cette affaire a été interpellée suite à une plainte déposée par le père de l'enfant en date du 10 septembre courant. Présentée au parquet de Larbaa n'Ath Irathen, le 11 de ce même mois, elle a été placée sous contrôle judiciaire pour le chef d'accusation de "tentative d'homicide", a ajouté la même source judiciaire.

Selon les premiers résultats de l'enquête qui se poursuit, "cette agression est liée à un différend entre la famille de la victime et celle de la présumée auteure de l'agression", a-t-on souligné dans le même communiqué qui précise qu' "il ne s'agit donc nullement d'une affaire d'enlèvement".

H. O.

## ACTU...

Chéraga (Alger)

## Incendie dans une unité de fabrication de produits cosmétiques

Un incendie s'est déclaré jeudi après-midi dans une unité de fabrication de produits cosmétiques à Chéraga (Alger) sans faire de victimes, a-t-on appris auprès de la protection civile. Dans une déclaration à l'APS, le lieutenant Belkacem Sayedj, chargé de l'information auprès de la direction de wilaya de la protection civile a indiqué que l'incendie s'est déclaré dans une unité de fabrication de produits cosmétiques qui s'étend sur une superficie de 4.000 mètres carré située à Sidi Hassen (Chéraga) vers 17H00 sans faire de victimes. L'incendie a été circonscrit vers 19H00 grâce à la mobilisation de 80 agents et de 17 camions citernes. Une enquête a été ouverte par les services de la gendarmerie nationale sur les causes du sinistre.

R. N.

Mascara

## Une fillette morte dans un accident de la circulation

Une fillette de 12 ans est morte et quatre personnes ont été blessées dans cinq accidents de la circulation, survenus mercredi à Mascara, a-t-on appris jeudi de la cellule d'information de la direction de la protection civile de la wilaya. La fillette a été mortellement fauchée par un camion près de la ville de Tighennif au niveau de la RN 14. Le conducteur a pris la fuite, a indiqué le responsable de la cellule d'information de la protection civile, le lieutenant Tahar Mehenni. Par ailleurs, quatre autres personnes ont été blessées dans quatre accidents de la circulation. Deux véhicules sont entrés en collision sur la RN 14 (Tighennif) et deux autres au niveau de la RN 6 entre les communes de Hacine et Mascara. Un véhicule utilitaire a dérapé sur la même route et un camion est entré en collision avec un autre à hai "Sidi Said" dans la ville de Mascara, a-t-on ajouté.

R. M.

Oran

## Un cadre de la Conservation des forêts périt dans un incendie

Le chef du service de la protection de la faune et de la flore de la Conservation des forêts de la wilaya d'Oran a péri dans un incendie qui s'est déclaré mercredi soir dans la forêt Cap Ghiles (Bousfer), a-t-on appris jeudi des services de la Protection civile.

Selon le responsable de la communication de la Protection civile, le lieutenant Mahieddine Bentabet, le défunt, Habib Bakkar, âgé de 59 ans, s'est déplacé sur les lieux du sinistre peu de temps après son déclenchement, mercredi aux environs de 21h15. Il est décédé asphyxié par la fumée dense dégagée par l'incendie.

Le feu qui s'est déclaré dans la forêt Cap Ghiles, a ravagé quelque 220 hectares, entre arbres de diverses essences, maquis et broussailles, a précisé le lieutenant Bentabet.

Ce jeudi, l'incendie est maîtrisé à 90%, a rassuré le même officier, ajoutant que des renforts des services de la Protection civile des wilayas avoisinantes, à savoir Mascara, Ain Temouchent, Tlemcen et Sidi Belabes, ont été mobilisés pour venir à bout du sinistre, a-t-il précisé.

R. O.